



DRYLANDS RESEARCH

Working Paper 33

POLITIQUES NATIONALES ET INVESTISSEMENT DANS LES PETITES EXPLOITATIONS AGRICOLES À MARADI

Seyni Hamadou

2000

Drylands Research
Crewkerne, Somerset, Royaume-Uni

La première version de ce profil a été préparée pour l'atelier sur les rapports entre politiques gouvernementales et investissements paysans dans les régions semi-arides, tenu à Maradi (Niger) le 21 juin, 2000.

Les recherches présentées dans le présent document de travail s'inscrivent dans le cadre de **L'Étude de Kano-Maradi sur les évolutions à long terme**, financée par l'Economic and Social Committee on Research (ESCOR) du Department for International Development (DFID), ministère britannique du développement (Projet R7221) et la Fondation Leventis. Les informations fournies et opinions exprimées n'engagent en aucune manière le DFID ou la Fondation Leventis.

ISSN 1470-9384

© Drylands Research 2000

Mise en page : Drylands Research. Impression : Press-tige Print, Crewkerne.

Tous droits réservés. Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite, stockée dans un système de recherche documentaire ni transmise sous une forme ou par un moyen quelconque (électronique, mécanique, photocopie, enregistrement ou autre) sans l'autorisation préalable et écrite de l'éditeur.

Préface

Les documents de travail du Drylands Research présentent en version préliminaire les résultats d'études entreprises en association avec des chercheurs et institutions partenaires.

Le présent document de travail s'inscrit dans le cadre d'une étude visant à établir les liens entre modifications à long terme de l'environnement, croissance démographique et évolutions technologiques, et à repérer les politiques et les institutions aptes à favoriser un développement durable. Cette étude se situe dans le prolongement d'un projet entrepris par l'Overseas Development Institute (ODI) dans le district de Machakos, au Kenya, dont les résultats préliminaires ont été publiés par l'ODI en 1990-1991 dans une série de documents de travail. Ces travaux ont également donné lieu à un ouvrage (Mary Tiffen, Michael Mortimore et Francis Gichuki, *More people, less erosion : environmental recovery in Kenya*, John Wiley, 1994), présentant une synthèse et une interprétation de la dynamique du développement physique et social à Machakos. Cet ouvrage fait état d'un ensemble d'hypothèses et de recommandations en matière de politiques qu'il est nécessaire de tester dans d'autres milieux semi-arides de l'Afrique. A l'aide de méthodologies compatibles, quatre études ont été parallèlement menées dans les pays suivants :

Kenya	District de Makueni	
Sénégal	Région de Diourbel	(en association avec l'ISRA et le CSE)
Niger	Département de Maradi	(en association avec l'ODI et l'Université Abdou Moumouni, Niamey)
Nigeria	Région de Kano	(en association avec l'ODI et Ahmadu Bello University, Zaria)

Une série de documents de travail et une synthèse ont été produites pour chaque étude et passées en revue dans le cadre d'ateliers nationaux. La synthèse générale sera examinée à l'occasion d'un atelier international organisé à Londres en janvier 2001.

Dans la série consacrée au Niger et Nigeria, les auteurs se sont penchés sur les évolutions à long terme de l'agriculture et du monde rural afin d'établir des liens entre celles-ci et les investissements consentis par les petits exploitants dans la région de Maradi au cours de la période 1960-2000.

M. Michael Mortimore est Responsable des recherches. Il est assisté par son collègue Mme Mary Tiffen. Le Chef de l'équipe nigérienne est le Dr Yamba Boubacar de l'Université Abdou Moumouni. Ils peuvent être contactés aux adresses suivantes :

Michael Mortimore
Cutters' Cottage, Glovers' Close
Milborne Port, Sherborne DT9 5ER

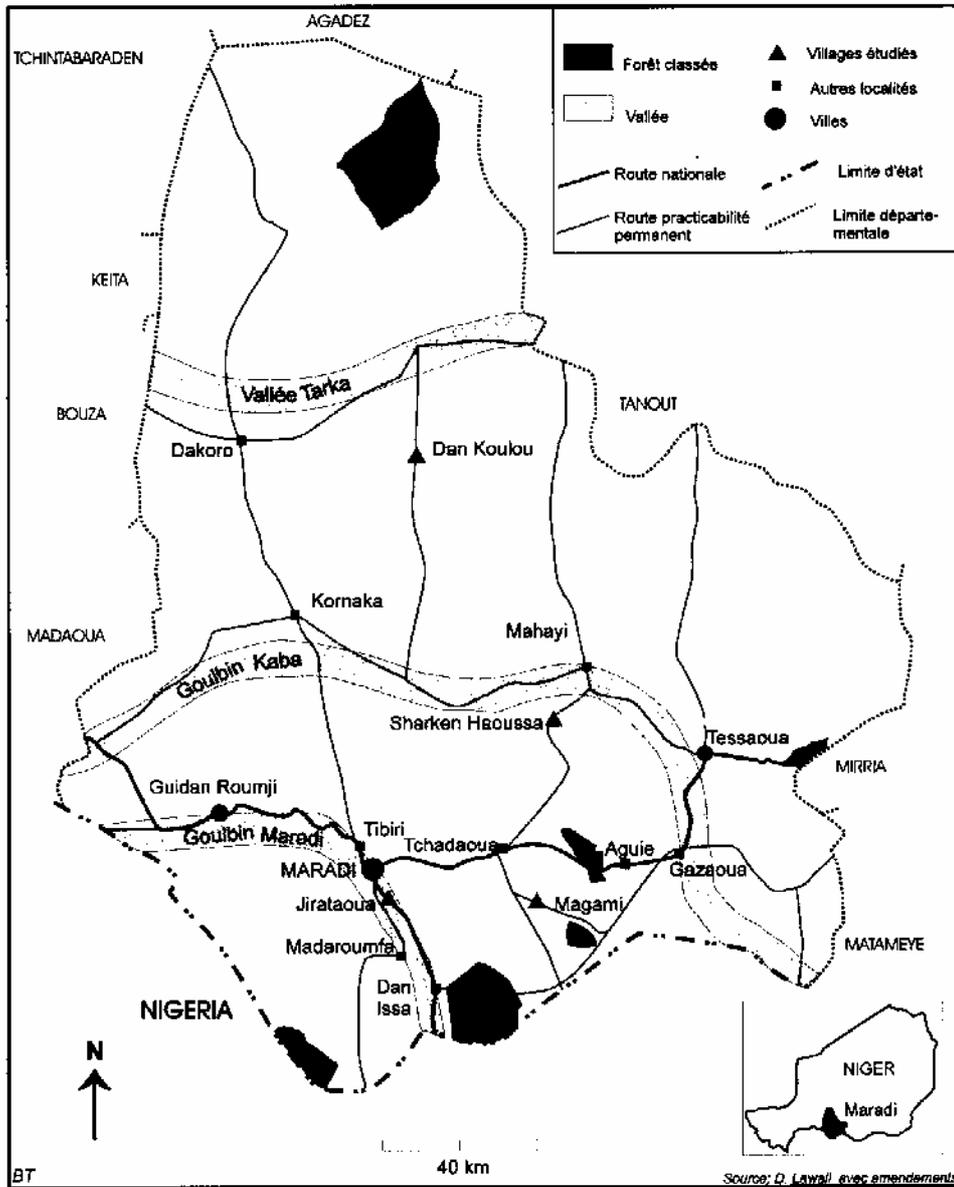
Mary Tiffen
Orchard House, Tower Hill Road
Crewkerne, Somerset TA 18 6BJ

Courrier électronique :
Mikemortimore@compuserve.com
Mary@marytiff.demon.co.uk

Dr Yamba Boubacar
Faculté des Lettres et Sciences Humaines
Université Abdou Moumouni
BP 10960
Niamey
République du Niger

Courrier électronique :
Depgeo@intnet.ne

Carte



Résumé

Cet article s'efforce d'apprécier l'impact des interventions publiques sur la diversification des revenus et l'investissement productif dans les petites exploitations du Niger, à partir de l'exemple du département de Maradi. Trois enseignements peuvent être tirés de cette analyse:

D'une part, il apparaît que la pression fiscale et la fixation de prix officiels ont conduit les paysans à adopter une stratégie d'extension des superficies en vue d'accroître les surplus commercialisables de l'arachide qui était le principal produit d'exportation.

D'autre part, avec l'accroissement démographique et la réorientation de la politique gouvernementale, on a assisté à une transformation des systèmes de production. Elle se caractérise par une substitution de l'arachide par le niébé mais également, un fort accroissement des productions céréalières qui sont devenues de véritables productions de rente. Cette conjoncture favorable a favorisé l'investissement productif au sein des exploitations.

Enfin, avec l'amplification de la croissance démographique et l'amenuisement des réserves foncières, l'analyse révèle une poursuite des investissements productifs malgré l'abandon de la politique gouvernementale de soutien de l'agriculture. Toutefois, on note une diversification des secteurs d'investissements qui incluent désormais les biens de prestige social immédiat.

Abstract

Three principal periods of post-independence policy are identified: modernisation via a bigger role for the state (1960-69); attaining food self-sufficiency (1970-83); and liberalisation (1984 - present).

During the period of modernisation the Government established public organisations and co-operatives, which became heavily involved in the provision of agricultural inputs and the marketing of the main export crops. It facilitated export and imports via a new rail route to Cotonou, by-passing Nigeria. However, the Government also reduced the price paid for groundnuts while increasing taxes on the peasant. This pressure increased groundnut production, temporarily.

During 1970-83 the focus was on food security, spurred on by high urbanisation rates and droughts, which had led to a national cereal deficit. The Government created a new organisation, the OPVN to control marketing, prices and create a national cereal reserve, and promoted irrigation and rural development projects, including the PDRM in Maradi. The uranium boom also led to the Government taking on a large amount of external debt which became difficult to service when the boom ended.

Forced structural adjustment, beginning in 1984, saw a large reduction in government expenditure, a decrease in the size and role of the OPVN, the promotion of private sector involvement in the grain trade, and the complete liberalisation of grain prices. Political and economic instability continued but in 1992 a rural development policy was published.

The effect of these policies is examined. The groundnut price policy and higher taxes limited farmers' ability to invest in the 1960s. The droughts (rather than policies), made them undertake an expansion of cultivated areas in the 1970s, at the expense of fallowing and yields, in an effort to increase their household grain stocks. In the face of increasing general poverty levels in the 1990s, urban consumers increased their consumption of cheap maize from Nigeria.

Government intervention in the form of projects during the period 1970-83 is associated with increased investment by Maradi households in animal traction, new inputs including mineral fertiliser, housing, labour, land and animals, with the help of credit programmes. However, farmer interest in groundnut production waned during this period, as they switched to lower risk and higher profit activities such as cowpeas. There have been lasting impacts from some of the projects in terms of better knowledge of, and use of, new inputs, but the droughts also led to decapitalisation of livestock, decreasing crop-animal integration, raised out-migration, and increased wealth inequality within villages.

Since liberalisation and particularly since devaluation agricultural prices have become more attractive, prompting more investments. In Maradi there has been a continued diversification of crops, and an intensification of livestock keeping. This is partly as a result of continued population growth and a growing shortage of cultivable land.

SOMMAIRE

1	INTRODUCTION	1
2	EVOLUTION DE LA POLITIQUE AGRICOLE DU NIGER	2
2.1	Mise en perspective historique	2
2.2	Durant la phase de modernisation de l'économie, 1960-1969	4
2.3	Durant la stratégie d'autosuffisance alimentaire, 1970-83	5
2.4	Depuis la libéralisation de l'économie, 1984 à nos jours	7
2.5	Conclusion sur l'évolution de la politique agricole	7
3	STRATEGIES ECONOMIQUES DES MENAGES	8
3.1	Durant la modernisation de l'économie	8
3.2	Durant la phase d'autosuffisance alimentaire	9
3.2.1	<i>Principales stratégies des ménages paysans</i>	10
3.2.2	<i>Principales stratégies des ménages non agricoles</i>	11
3.3	Depuis le désengagement de l'Etat	12
3.3.1	<i>Au niveau des producteurs</i>	13
3.3.2	<i>Au niveau des consommateurs</i>	14
4	IMPACT DES OPTIONS DE DEVELOPPEMENT SUR L'INVESTISSEMENT PAYSAN	15
4.1	Durant la période interventionniste	16
4.1.1	<i>Phase de modernisation de l'économie</i>	16
4.1.2	<i>Phase d'autosuffisance alimentaire</i>	17
4.2	Depuis le désengagement de l'Etat	24
	CONCLUSION GENERALE	30
	ANNEXE	31
	REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	38

Remerciements

Au terme de cette étude, je tiens à remercier les chefs de villages ainsi que toutes les populations de Dan Kullu, Sharken Hausa, Magami et Jiratawa pour leur disponibilité constante durant toute la phase de terrain.

Ces remerciements s'adressent également aux cadres techniques et les paysans qui ont participé activement à l'atelier de restitution tenu à Maradi.

L'auteur

Seyni Hamadou, agro-économiste est chargé de recherche au Département de Recherche en Economie et Sociologie Rurales (DECOR) de l'Institut National de la Recherche Agronomique du Niger (INRAN). Il mène depuis 1992, des recherches sur la commercialisation des produits agricole au Niger. Il s'intéresse également à la gestion des ressources naturelles, à la recherche participative et aux questions touchant le genre.

Adresse : BP 12 503, Niamey, Niger

Email : inran@intnet.ne

hseyni@yahoo.com

Sigles et acronymes

AGR :	Activité Génératrice de Revenus
AHA :	Aménagement Hydro-Agricole
BF :	Bailleur de Fonds
CARE :	Co-operation for Assistance and Relief Everywhere
CMS :	Centre de Multiplication des Semences
CNCA :	Caisse Nationale de Crédit Agricole
FCFA:	Franc de Communauté Financière Africaine
FMI :	Fonds Monétaire International
GMV :	Groupement Mutualiste Villageois
GRN :	Gestion des Ressources Naturelles
INRAN :	Institut National de la Recherche Agronomique du Niger
IPH :	Indice de Pauvreté Humaine
MAGEL :	Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage
MOS :	Main d'Oeuvre Salariée
NPK:	Engrais composé Azote (N), Phosphate (P) et Potassium (K)
ODI :	Overseas Development Institute
OPVN :	Office des Produits Vivriers du Niger
PAS :	Programme d'Ajustement Structurel
PCN :	Projet Céréaliier National
PDRM :	Projet de Développement Rural du Département de Maradi
PIB :	Produit Intérieur Brut
PIC :	Programme Intérimaire de Consolidation
SIP :	Sociétés Indigènes de Prévoyance
SONARA :	Société Nigérienne de Commercialisation de l'Arachide
UNCC :	Union Nigérienne de Crédit et de Coopération

1 INTRODUCTION

En 1994, une étude a été menée au Kenya par Overseas Development Institute (ODI) de Londres en vue de tester six hypothèses qui lient la densité de population au marché et à la gestion de l'environnement (Tiffen *et al.*, 1994). Ces hypothèses se résument comme suit:

- Dans un contexte de rareté des ressources foncières et d'une politique d'environnement favorable, les producteurs agricoles réagissent par des investissements destinés à mieux conserver le sol et l'eau et à améliorer la productivité. Ceci se traduira par (a) une gestion durable des ressources naturelles, une stabilisation voire un renversement de la dégradation, (b) une augmentation de la valeur de la production par hectare et (c) une augmentation des revenus par tête.
- La rareté croissante des ressources naturelles conduit à des droits de propriété qui évoluent, dans un premier temps, vers une plus grande gestion communautaire avant d'évoluer vers un droit de propriété privée plus marqué. L'investissement est promu par les politiques qui favorisent la sécurité d'accès aux ressources foncières, hydriques et animales, ce qui permet alors au producteur et à sa descendance d'en bénéficier.
- Des politiques appropriées peuvent accroître les incitations à l'investissement en améliorant et en stabilisant les prix aux producteurs, en réduisant le coût des intrants et en favorisant l'accès aux produits de consommation par le biais de l'appui aux infrastructures de transport et une gestion rationnelle de la fiscalité, des impôts et de la régulation du marché.
- Avec la promotion de l'éducation, de l'auto-assistance et la libre circulation de l'information, les mesures politiques sont à mesure d'élargir les possibilités d'accès des paysans à de nouvelles technologies et peuvent aussi augmenter leur capacité à faire un choix et à gérer les investissements sur la Gestion des Ressources Naturelles (GRN).
- Le travail extra-agricole est à la fois un générateur de capital d'investissement et d'un effet qui induit un système agricole plus productif. L'investissement dans l'éducation des enfants augmente leurs possibilités de générer des revenus non-agricoles et le recyclage des ressources financières dans l'investissement agricole.
- Les contraintes climatiques telles que la réduction de la pluviométrie se traduisent par une plus grande importance relative du bétail et de la diversification des revenus comme des stratégies pour assurer la subsistance.

Dans le cas du district de Machakos, l'étude a montré que la mobilisation des capitaux publics et privés destinés à l'investissement productif est effectivement en mesure d'induire des transformations souhaitables dans la productivité et la durabilité des petites exploitations agricoles. En d'autres termes, les résultats de la recherche montrent que l'accroissement de la population n'est pas du tout incompatible avec une régénération écologique, à condition que l'évolution du marché rende l'agriculture profitable.

Partant de ces résultats, l'élargissement de l'étude aux zones semi-arides du Sénégal, du Nigeria et du Niger a été décidé, dans l'optique de mieux comprendre les politiques gouvernementales en vue de promouvoir celles qui facilitent une bonne gestion des ressources foncières par les petits producteurs et les collectivités. La promotion de telles

politiques devrait assurer l'amélioration des processus de prise de décision en matière d'investissement dans les sous-secteurs clés de la GRN.

Ce document traite du volet relatif à l'évolution de la politique nationale et de l'intervention des projets, en particulier, le Projet de Développement Rural du Département de Maradi (PDRM), zone d'étude retenue avec quatre villages échantillon pour le recueil des données qualitatives. Il s'agit notamment de Dan Kullu au nord, Sharken Hausa au centre, Magami et Jiratawa au sud. Le tableau A1 donne quelques informations générales concernant ces villages. Deux objectifs sont alors visés.

- Au plan macroéconomique, il s'agit d'examiner le profil d'évolution de la politique agricole du Niger.
- Au plan microéconomique, il s'agit d'examiner, à travers l'analyse des stratégies des ménages agricoles et non-agricoles, l'impact des interventions publiques afin d'identifier celles qui ont contribué à la diversification des revenus et à l'investissement productif.
- Le document s'articule au tour de trois principaux chapitres. Le premier aborde l'évolution de la politique agricole du Niger, tandis que le second traite des stratégies adoptées par les différents ménages. Enfin le troisième examine l'impact des options de développement sur l'investissement.

2 EVOLUTION DE LA POLITIQUE AGRICOLE DU NIGER

A l'image de la plupart des pays francophones de l'Afrique de l'Ouest, la politique agricole du Niger a connu l'influence de deux courants idéologiques, le centralisme étatique et le libéralisme économique. De l'indépendance à nos jours, l'examen de son évolution permet de retenir trois grandes phases, la modernisation de l'économie, la recherche de l'autosuffisance alimentaire et le désengagement de l'Etat. Cependant, avant d'examiner les différentes options retenues au cours de ces trois phases, une mise en perspective historique s'avère nécessaire. Elle permettra de cerner les fondements de cette politique.

2.1 Mise en perspective historique

Pays sahélien colonisé par la France, l'actuel Niger (ex. Territoire militaire français) a fait l'objet d'une mise en valeur¹ au lendemain de sa pacification. En effet, comme le note Suret-Canale (1966), outre les résistances à la pénétration européenne, la zone était soumise à une instabilité du fait de conflits de diverses origines. Il s'agit notamment des razzias que menaient les populations touaregs à l'occasion de leur descente vers le sud, des luttes de libération que menaient les sept Etats Hausa² contre la domination des Empires de Gao et de Bornou et enfin, la révolte des Peuls contre les Etats Hausa, sous la conduite de Usman dan Fodio.

¹ Comme le fait remarquer Giri, (1983) au lendemain de la colonisation, il n'y avait pas de modèle de développement pour les colonies. L'objectif fondamental de la métropole était d'assurer son approvisionnement en produits tropicaux.

² Kano, Katsina, Zazzaki (actuel Zaria), Gobir, Rano, Ouengara et Daura.

Le développement des cultures d'exportation a été une des principales résultantes de la politique initiée. Il s'agit notamment du coton mais surtout de l'arachide. Ces cultures feront l'objet d'une forte croissance malgré les famines qui vont secouer la région. D'après Berg (1986), trois de ces famines sont couramment citées : la famine de 1913-14, dénommée *Gande Bari* ou « grande poitrine », évoquant les torsos déchirés par la malnutrition, celle de 1931-32, *Doo izo jire* ou « l'année des larves de sauterelles » et enfin la famine de 1951-52 ou *Gaaro jire*, c'est-à-dire « l'année de la farine de manioc ».

Ces famines vont engendrer de la part des colons, l'adoption de mesures qui vont plus tard, influencer les politiques des Etats et modifier profondément le développement agricole de la région. C'est par exemple, la famine des années 1930 qui est à l'origine de la création des Sociétés Indigènes de Prévoyance (SIP). Conçues à l'origine pour remédier à "l'imprévoyance" des indigènes en développant le stockage collectif, les SIP vont très vite jouer un rôle important dans la filière arachidière avec la distribution des semences sélectionnées. Plus tard, ces SIP qui évoluent en Sociétés Mutuelles de Développement Rural (SMDR) seront les précurseurs des coopératives et avec elles, ce sont les jalons du stockage public qui se trouvent ainsi posés. Le développement de la commercialisation favorisera par ailleurs, la mise en place d'un réseau commercial d'une dizaine de maisons de traite. D'après Grégoire, (1986) les plus importantes sont la Compagnie du Niger Français (CFN), la Société Commerciale de l'Ouest Africain (SCOA) et la Compagnie Française de l'Afrique de l'Ouest (CFAO).

Toutefois, ce développement ne s'est pas opéré sans difficulté, du fait notamment de la sécheresse des années 1930 qui aura un impact négatif sur la production arachidière. Cet impact se renforcera par la crise mondiale qui sévissait en Europe et qui fera baisser de plus de moitié les cours entre 1928 et 1932 (Grégoire, 1986). Il a fallu donc attendre la fin de la seconde guerre mondiale, pour voir une reprise de la production et de la commercialisation de l'arachide sous l'effet conjugué de deux facteurs: D'une part, l'arachide constitue la principale source de revenu permettant aux paysans de payer leur impôt en constante augmentation. D'autre part, il y a les mesures prises par la France à partir de la campagne 1954/55. Elles portaient notamment sur la garantie d'achat avec des prix fixés à un niveau supérieur au cours mondial. Cette mesure qui annonce la politique des prix au Niger entraînera un fort développement de cette culture.

Avec le rétablissement de la situation alimentaire après les famines des années 1950, l'essor de la culture de l'arachide était tel qu'à la veille de l'indépendance, son aire de culture s'étendait sur plus de 1500 km, le long de la frontière du Nigeria, de la région de Dosso à l'Ouest à celle de Zinder à l'est. Au nord, c'est l'isohyète 500 mm, qui constituait sa limite (Grégoire, 1986).

Pour assurer l'écoulement de la production, la métropole avait mis en place l'opération "Hirondelle" qui permettait de pallier l'enclavement du Niger en garantissant l'évacuation de l'arachide par Cotonou et en contre partie, l'approvisionnement du Niger en produits manufacturés. Aussi, convient-il de mentionner la création en 1959, de l'Organisation Commune Dahomey (actuel Bénin) Niger (ODBN) chargé de la gestion du chemin de fer Parakou-Cotonou, commun aux deux colonies.

C'est dans ce contexte de fort développement de la culture de l'arachide que le Niger accède à l'indépendance le 3 août 1960 avec une population estimée à 3 240 000

habitants, un taux d'urbanisation de 2,5% et une production agricole composée essentiellement de mil (57%), sorgho (18%) et arachide (12%) (Niger, DSD, 1991). Avec une production céréalière de 940 000 tonnes, le bilan céréalier³ du pays dégagait alors un excédent d'environ 151 000 tonnes (Niger, MAGAL, 1987 : 17).

2.2 Durant la phase de modernisation de l'économie, 1960-1969

La production céréalière relativement excédentaire amène le nouvel Etat à tenter d'asseoir un développement économique durable sur la base des exportations de l'arachide. Cependant, l'action de l'Etat se basera sur l'intervention de nouveaux organismes publics dont la création rentre dans le cadre de la modernisation de l'économie. Ces derniers vont prendre le relais des firmes européennes et tenter d'organiser et de financer les activités du monde rural. Parmi ces organismes, on peut citer :

- L'Union Nigérienne de Crédit et de Coopération (UNCC) créée par la loi 62-37 du 20 septembre 1962. Elle était chargée de développer parmi les populations rurales, la pratique du crédit mutuel et de la coopération.
- La société nigérienne de commercialisation de l'arachide (SONARA) créée en 1962 avec pour objectif principal "la rationalisation" des opérations de commercialisation de l'arachide dans le cadre de la réglementation du marché arrêtée par le gouvernement.
- La Société de Commerce et de Production du Niger (COPRO-NIGER), également créée en 1962. Elle était chargée de la vente des produits d'importation, notamment les produits de première nécessité, lait concentré, thé, farine de blé, tissus et cigarettes.
- La société Riz du Niger (RINI), créée en 1967 avec trois missions : collecte du paddy produit sur les Aménagements Hydro - Agricoles (AHA) et les rizières traditionnelles, transformation industrielle du paddy, conditionnement et commercialisation du riz décortiqué.
- A ces différents organismes, on peut ajouter la Banque de Développement de la République du Niger (BDRN), la Société Nigérienne de Textile (SONITEXTIL), la Société Nationale des Ressources Animales (SONERAN), la Société Nigérienne de Transformation du Mil (SOTRAMIL), l'Office National du Lait (OLANI), etc.

Durant toute la première décennie d'indépendance donc, le secteur rural va constituer le pilier de l'économie nigérienne, avec en particulier le secteur agricole dont la contribution au Produit Intérieur Brut (PIB) dépasse 60%. L'agriculture qui était le moteur de l'économie sera alors le troisième secteur d'investissement de l'Etat. En effet, d'après les données de la Direction du Financement des Investissements (DFI), le secteur agricole aurait bénéficié, au cours de cette période, de plus de 10% des investissements, étant ainsi en troisième position après les routes – ponts et l'éducation – formation (tableau A2). Cependant, malgré cet important poids économique, l'agriculture est restée étroitement liée aux conditions climatiques qui montraient du reste, des signes de dégradation dès 1958, avec une alternance marquée de bonnes et de

³ On rappelle que les normes officielles de consommation sont de 250 kg/tête/an pour les ruraux sédentaires et de 200 kg/tête/an pour les urbains et les nomades. Sur cette base, les besoins s'estiment en 1960 à quelques 789 000 tonnes, d'où un excédent céréalier de 151 000 tonnes.

mauvaises campagnes d'hivernage (Morou, 1981 : 57). Leur dégradation se poursuit au point où, avec la croissance démographique, la production céréalière de la campagne agricole 1965/66 couvrira tout juste les besoins nationaux. D'après Niger, MP, 1987 : 34, les besoins alimentaires du pays étaient de 800 000 tonnes alors que la production disponible s'établit à 806 000 tonnes, soit un léger excédent de 6 000 tonnes.

Conscient de la nouvelle situation, le pays opte pour une planification de toutes les activités avec dès 1965, l'élaboration des " Perspectives pour la période 1965-74 " et du " Plan 1965-68 ". Cependant, comme le note Niger (1976 : 17), ces programmations sont restées pour la plupart, à l'état de documents internes. C'est la sécheresse de 1967/68 qui marquera un tournant décisif dans l'évolution de la politique agricole du pays. Cette année-là, en effet, le pays accuse une baisse de la production céréalière de près de 30% (Niger, 1976), amenant l'Etat à opter pour une stratégie d'autosuffisance alimentaire qui place le développement des productions céréalières au premier des rangs des préoccupations nationales.

2.3 Durant la stratégie d'autosuffisance alimentaire, 1970-83

Le début de la période fut marqué par une nette détérioration des conditions climatiques tandis que le pays amorce une phase d'urbanisation dont le taux passe de moins de 3% en 1960 à 8% en 1970 (Niger, DSD, 1991). Le souci d'assurer l'approvisionnement régulier des populations nomades et surtout urbaines, amène l'Etat à créer en 1970, l'Office des Produits Vivriers du Niger (OPVN) qui se voit confier quatre principales missions, à savoir, 1) organiser la commercialisation des produits vivriers locaux (mil, sorgho et riz) et apporter son concours à l'amélioration de leur production, 2) établir des prévisions annuelles concernant les ressources et les besoins nationaux en produits vivriers et proposer en conséquence, un programme de stockage, d'importation et d'exportation pour chacun des produits et d'en suivre l'exécution, 3) constituer des stocks régulateurs en vue de stabiliser les prix à la production et à la consommation et 4) organiser et contrôler le marché céréalière. Cependant, avec moins de 4% de part de marché (Niger, DAEP, 1991) l'intervention de cet Office restera timide jusqu'à la grave crise alimentaire de 1973 où le pays accuse un déficit céréalière de plus de 300 000 tonnes et perd plus de 4 millions de tête de bétail (Niger, DSD, 1991). L'avènement des militaires au pouvoir en avril 1974 sera également une des conséquences de ce drame. Avec les nouvelles autorités, la planification de toutes les actions est réaffirmée et entre 1976 et 1991, le pays se dote de deux documents de politique cadre.

Le " Programme triennal 1976-1978 " constitue le premier document de ce genre. Son but était de dresser et exécuter dans l'immédiat, un programme d'actions tendant à ordonner et coordonner jusqu'en 1978, la politique de développement du pays (Niger, MP, 1987 : 17). Quatre grandes priorités se dégagent de ce document. Il s'agit de l'autosuffisance alimentaire et de la reconstitution du cheptel, du désenclavement du pays, du développement des actions sociales et du développement des activités industrielles.

Le second document de politique cadre a été le " Plan quinquennal 1979-1983 ". Il visait deux objectifs fondamentaux, à savoir, 1) l'accroissement de la production vivrière, la constitution d'un stock de semences et d'un stock régulateur et 2) l'accroissement de la production des cultures de rente pour assurer un revenu monétaire aux paysans mais également, des recettes budgétaires pour l'Etat.

Jusqu'en 1983 donc, l'autosuffisance alimentaire apparaît comme l'objectif prioritaire de l'Etat. Elle est perçue comme un objectif global à long terme qui s'appuie sur le développement des productions végétales et animales. Pour l'atteindre, d'importants moyens financiers seront consentis pour mettre en œuvre un Projet Céréalière National (PCN) chargé de la mise en place d'une filière semencière, des projets de productivité agricoles tant au niveau régional (Projet 3M⁴, Badaguichiri) que local (Projets de Productivité de Dosso, Niamey, Maradi, etc.) et des AHA. Il y a lieu de signaler que l'accroissement des investissements publics dans l'agriculture a été rendu possible grâce aux recettes tirées de l'exportation de l'uranium au lendemain du choc pétrolier de 1973, mais surtout grâce au recours aux emprunts extérieurs. En effet, c'est à partir de 1974 que le Niger connaîtra le "boom" de l'uranium dont les recettes atteignent leur maximum de 102 milliards de francs de Communauté Financière Africaine (FCFA) en 1982 (Niger, DSD, 1991: 109). Quant à Mas et Naudet, (1992) ils font remarquer que le niveau d'investissement était si élevé (20 à 25% du PIB) que l'Etat a dû recourir aux emprunts extérieurs, faisant passer le niveau d'endettement du pays, de 27 milliards de FCFA en 1975 à quelques 200 milliards en 1982, tandis que l'encours et le service de la dette publique atteignent respectivement 276 et 28 milliards de FCFA.

Cette situation était demeurée insupportable pour les finances publiques et le pays avait du mal à redresser la situation d'autant qu'avec les mouvements écologiques dans les pays du nord, l'uranium était de moins en moins demandé, ce qui engendra l'effondrement de son cours. Pour sortir le pays de la crise économique, le gouvernement sollicita le concours des institutions de finances internationales afin de rétablir les équilibres macroéconomiques. Comme le dit Blassel, (1987 : 29) le passage sous les fourches Caudines du Fonds Monétaire International (FMI) et de la Banque Mondiale était devenue une obligation.

Depuis l'indépendance donc, les politiques d'appui au développement mises en œuvre par le Niger se sont caractérisées par la prédominance de l'Etat. S'il est vrai que ce dernier a sollicité le concours de la Banque Mondiale et du FMI à partir de 1983, il n'en demeure pas moins que son intervention n'a pas été totalement dépourvue d'effets comme en témoignent les effets des actions de recherche, de vulgarisation, d'organisation et d'encadrement du monde rural ainsi que les efforts en matière d'approvisionnement en intrants, de crédit octroyé par la Caisse Nationale de Crédit Agricole (CNCA), de soutien des prix et de commercialisation (Niger, MAGAL, 1987).

Cependant, malgré les efforts consentis par l'Etat, les performances du secteur agricole sont restées globalement faibles. Plusieurs raisons expliquent cette situation. Pour Ancy *et al.* (1987a : 93) par exemple, les principales causes sont les fréquentes modifications du cadre juridique définissant le rôle des différents acteurs, l'incapacité à gérer les échanges frontaliers avec le Nigeria, la fixation arbitraire des prix garantis, l'absence d'infrastructures commerciales, l'absence du mouvement coopératif en dehors des zones d'irrigation, la mise en place limitée et tardive des crédits de campagne, etc.

⁴ 3 M pour signifier que le projet couvre les régions de Mirriah, Matamèye et Magaria dans le département de Zinder.

2.4 Depuis la libéralisation de l'économie, 1984 à nos jours

Le recours aux institutions de finances internationales entraîne donc, dès 1983, la restructuration du secteur public d'où l'Etat commence à se désengager. Toutefois, pour faciliter la transition du centralisme étatique au libéralisme économique, un Programme Intérimaire de Consolidation (PIC) a été mis en place pour la période 1984-1985. S'il est vrai que celui-ci poursuit les mêmes objectifs que le Plan quinquennal, il n'en demeure pas moins qu'il s'inscrit dans la droite ligne des orientations des grands débats nationaux. Il s'agit notamment, du séminaire sur les stratégies d'intervention en milieu rural tenu à Zinder en 1982, du débat national sur la lutte contre la désertification tenu à Maradi en 1984, du débat national sur l'élevage tenu à Tahoua en 1985 et de l'atelier sur les stratégies de développement de l'élevage dans la zone pastorale, tenu à Niamey en 1986. Aussi convient-il de mentionner que l'exécution de ce programme a été rendue possible, grâce à l'accord signé avec le FMI en 1983/84 et au programme de Subvention au Développement du Secteur Agricole (SDSA) financé par les Etats Unis à partir d'août 1984 (Niger, DAEP, 1991). A la lumière de ces deux accords, le retrait de l'Etat de la commercialisation est affirmé tandis que l'OPVN ne conserve plus que la gestion du stock national de sécurité qui passe de 100 000 à 80 000 tonnes (Cf. tableau A3).

Par ailleurs, la poursuite de la récession économique amènera l'Etat à entreprendre son premier Programme d'Ajustement Structurel (PAS) pour une durée de trois ans (1986-1988). Mis en œuvre avec le concours de la Banque Mondiale, ce plan vise une meilleure gestion des ressources en s'attaquant aux problèmes des balances de paiement et commerciale, ainsi que ceux relatifs à la dette extérieure et au budget. Il a abouti à la liquidation de plusieurs sociétés au rang desquelles, la CNCA, la SONARA, la BDRN, etc. Parallèlement au PIC, le gouvernement avait décidé de mettre en œuvre un nouveau Plan quinquennal de développement économique et social du Niger 1987-1991 à travers lequel, la politique agricole vise la consolidation et l'amélioration de l'autosuffisance alimentaire tout en œuvrant pour la diversification des productions et la conquête des marchés intérieurs et extérieurs (Niger, MAGAL, 1987). D'après Blassel, (1987 : 27), ce plan n'a pas reçu l'agrément des Bailleurs de Fonds (BF) faute d'évaluation des projets, voire leur absence dans certains secteurs, situation qui, d'après Niger (1992 : 9), amena les BF à opter désormais, pour le principe de préparation de tables rondes sectorielles. Par la suite, le pays bascula dans une instabilité politique au lendemain de la mort du Président Kountché en 1987.

Il a fallu attendre 1992, pour voir le Niger élaborer un document de référence, en l'occurrence, les "Principes directeurs d'une politique de développement rural pour le Niger". Celui-ci tente de résoudre le manque d'harmonisation et d'opérationnalité, longtemps reproché aux documents nationaux de politiques et de stratégies. Quatre axes majeurs d'intervention ont été retenus : 1) la gestion des ressources naturelles, la participation des populations et la redéfinition du rôle de l'Etat, la sécurité alimentaire et, l'intensification et la diversification des productions. A ces axes, il faut ajouter le financement du monde rural qui a fait l'objet d'un développement spécifique (Niger, MP, 1992).

2.5 Conclusion sur l'évolution de la politique agricole

L'évolution de la politique agricole du Niger permet de retenir globalement trois grandes phases : la modernisation de l'économie recherchée tout au long de la première

décennie d'indépendance, l'autosuffisance alimentaire prônée entre 1970 et 1983, et la libéralisation de l'économie depuis 1984.

Durant les deux premières phases, l'Etat a été le principal acteur et son intervention était basée sur une planification dont les origines remontent au milieu des années 60. Pas moins de cinq documents de politique cadre seront alors élaborés. Le financement de cette politique était essentiellement basé sur des emprunts extérieurs que l'Etat n'a pas su maîtriser avec l'accroissement des recettes tirées des exportations de l'uranium au cours de la décennie 70-80. Avec la récession économique, les déséquilibres macroéconomiques apparaissent au grand jour, au point où, l'Etat qui ne peut plus faire face à l'encours de la dette extérieure sollicite le concours de la Banque Mondiale et du FMI pour résorber les distorsions nées à la suite de plus de 20 ans d'interventionnisme.

S'il est vrai que trois grandes périodes se distinguent dans l'évolution de la politique agricole du Niger, il n'en demeure pas moins qu'elles s'inscrivent dans la droite ligne de deux courants idéologiques, le centralisme étatique qui a vu l'Etat financer de grands projets de productivité, soutenir les prix à la production et à la consommation, subventionner les intrants agricoles, etc. et le libéralisme économique qui consacre son désengagement. Il importe donc de voir, à l'échelle microéconomique, les principales stratégies des ménages durant ces différentes phases, de même que les mesures ayant contribué à l'accroissement des revenus et à favoriser l'investissement productif.

3 STRATEGIES ECONOMIQUES DES MENAGES

Le Niger est un pays à vocation essentiellement agricole. Ce secteur a de tout temps occupé la majorité de la population⁵, 90% en 1960 et près de 70% au début des années 90 (Niger, MP, 1987 : 45). Cependant, il s'agit d'une agriculture de subsistance, dominée par le mil et le sorgho, principales céréales du pays⁶. Par ailleurs, ce secteur qui a constitué le moteur de l'économie nationale a subi de plein fouet les contrecoups de la sécheresse, situation qui ne sera pas sans conséquence sur les stratégies des différents agents.

3.1 Durant la modernisation de l'économie

Au sortir de la colonisation, la modernisation du pays était la priorité des autorités. Ceci était d'autant normal que la situation alimentaire du pays était globalement satisfaisante. L'arachide dont la métropole avait encouragé la production par l'introduction de variétés améliorées et surtout la garantie du prix d'achat constituait le produit idéal pour assurer cette modernisation.

Très vite donc, l'Etat prendra en main la production en organisant les producteurs en coopératives placées sous la tutelle de l'UNCC. Ils bénéficieront d'un encadrement rapproché tandis que la SONARA garantissait l'achat de la production. Cependant,

⁵ Ces chiffres incluent la proportion de la population qui vit exclusivement de l'élevage.

⁶ L'évolution de ces productions a fait l'objet de présentation à travers le profil 11. Voir notamment (Hamadou, 2000)

l'agriculture était également, le principal secteur de prélèvement. En effet, au lieu de soutenir les paysans, l'Etat va opter pour une baisse des prix tout en accroissant la pression fiscale (tableau 1). En effet, comme le montre les statistiques de l'UNCC (annexe, tableau A4) et les données de la Direction du Budget et de la Comptabilité, le prix nominal de l'arachide décortiqué est passé de 24 FCFA/kg en 1960 à 21 FCFA en 1970 tandis que les recettes fiscales passent de 3,9 à 10 milliards de FCFA durant la même période (annexe, tableau A5). Tout se passe comme si les paysans se retrouvaient en période coloniale où, comme Raynaut, (1980) le fait remarquer, la pression fiscale⁷ qui s'exerçait sur la communauté rurale ne cessa d'augmenter au cours des années ce qui l'obligera à accroître les superficies cultivées en arachide afin d'obtenir une production supérieure lui permettant de payer un impôt toujours plus lourd.

Tableau 1 : Recettes d'exportations d'arachides comparées avec les recettes fiscales et le budget de l'Etat, 1960-1970

Campagnes agricoles	Prix au producteur	Recettes d'exportations (milliards FCFA)	Budget de l'Etat (milliards FCFA)	Recettes fiscales (milliards FCFA)
1960-61	24	1,8	5,3	3,9
1964-65	21	4,5	6,4	6,6
1966-67	20	9,7	9,3	7,9
1968-69	18	-	9,6	8,3
1970-71	21	4,6	10,9	10,1

Source : D'après données MAGEL, UNCC et Ministère des Finances et du Plan.

S'il est vrai qu'on ne dispose pas de données sur l'épargne et l'investissement paysan au cours de cette période, les enquêtes de terrain font ressortir que les populations rurales n'ont que très peu épargné durant cette période et l'essentiel des investissements a concerné l'achat de bétail et l'acquisition de matériels aratoires (on reviendra de façon plus détaillée sur la question de l'investissement paysan dans le dernier chapitre).

3.2 Durant la phase d'autosuffisance alimentaire

Il a été déjà mentionné que cette période se caractérise par une dégradation qui se poursuivra jusqu'en 1975, période au cours de laquelle, toutes les productions agricoles connaîtront des perturbations, avec en particulier, des récoltes catastrophiques en 1973 et 1975, comme en témoignent les données du Ministère de l'Agriculture et de l'élevage (tableau A6). Cette sécheresse qui mettra au grand jour la précarité de l'équilibre alimentaire du Niger engendrera de multiples stratégies de la part des ménages agricoles et non agricoles des différentes régions du pays.

⁷ Il s'agit notamment de l'impôt de capitalisation que chaque chef de famille devait payer pour ses administrés adultes mais également de celui payé pour le bétail. Ces impôts qui étaient devenus lourds à un certain moment du fait notamment des difficultés liées à la sécheresse ont heureusement été quasiment abandonnés pendant le boom de l'uranium.

3.2.1 Principales stratégies des ménages paysans

En ce qui concerne les stratégies des ménages paysans, elles ont fait l'objet d'investigation dans trois zones du pays par l'équipe de la Société d'Etudes pour le Développement Economique et Social (SEDES) lors de l'étude du secteur agricole du Niger (Ancey, *et al.*, 1987b) :

- le nord – est du département de Niamey (département de Tillabéry depuis avril 1988) où la sécheresse était perçue comme continue. Cette zone à densité moyenne regroupe les arrondissements de Tillabéry (18,1 hbt/km² en 1988), Filingué (10,9 hbt/km²) et Ouallam (8,6 hbt/km²) ;
- le département de Maradi situé dans le bassin arachidier et à forte densité de population avec dès 1988, 54,6 hbt/km² à Aguié, 80,6 hbt/km² à Madarounfa et 42,7 hbt/km² à Guidan Roumji (Niger, DSD, 1991) ;
- enfin, le sud du département de Tahoua, considéré comme une zone sub-aride densément peuplée. Il s'agit notamment des arrondissements de Konni (47,7 hbt/km²), Madaoua (44,0 hbt/km²) et Bouza (47,8 hbt/km²).

Dans la zone à densité moyenne

La première stratégie adoptée par les populations sera l'extension des superficies du mil pour compenser la baisse de la production. Cependant, elle aura comme conséquence la quasi-disparition de la jachère de même que la baisse des rendements moyens.

En second lieu, il y a eu l'emploi de nouvelles variétés de mil, d'abord à cycle court, puis on a assisté à la combinaison de plusieurs variétés dans les mêmes champs, y compris les variétés traditionnelles à cycle long. La conséquence de cette stratégie de diversification a été le renforcement de l'extensification.

Troisièmement, on retiendra le changement dans les façons culturales qui font apparaître quatre types de comportements. D'une part, la majorité des agriculteurs a procédé à la diminution de la fumure des champs, situation qui a considérablement réduit le nombre et la durée des contrats de parcage entre pasteurs et agriculteurs. D'autre part, parallèlement à la diminution généralisée de la fumure, certains agriculteurs ont opté pour la fumure intensive d'une partie de leurs champs. Ces parties qui sont également labourées offrent des opportunités d'accroissement des rendements en cas d'hivernage long et pluvieux. En outre, une diminution des opérations de préparation du sol et de la pratique du semis à sec a été observée.

Quatrièmement, il y a eu l'acquisition de parcelles sur les AHA à vocation rizicole situés le long du fleuve Niger. Ces dernières ont offert aux paysans, une opportunité de pratiquer de nouvelles cultures dans des conditions de maîtrise totale de l'eau⁸. A ces périmètres irrigués à vocation rizicole, il y a également celui de Jiratawa aménagé en 1981 et sur lequel, outre les cultures céréalières (mil, maïs et sorgho), les exploitants cultivent diverses spéculations (Hamadou, 2000).

Les cultures de contre-saison ont également été une des réponses paysannes à la sécheresse. En effet, dans toutes les zones où les potentialités existent, (mare

⁸ Ces AHA sont aujourd'hui au nombre de 35, totalisant quelques 13 000 ha mis en valeur par plus de 20 000 paysans.

exploitable, forages, puits, aménagement), les paysans les ont développés, en particulier lorsque la situation est dramatique.

Enfin du côté du bétail, la décapitalisation, c'est-à-dire, le déstockage massif de l'épargne bétail constitué pendant les périodes favorables, a été la principale stratégie, même si, pour l'alimentation des animaux restant au niveau des exploitations, on a assisté à la récolte systématique des sous-produits de l'agriculture et au développement de leur stockage.

Dans la zone aride à forte densité

Il s'agit du département de Maradi situé dans le bassin arachidier, où la première réponse à la sécheresse a été l'évolution rapide des assolements. En effet, entre les sécheresses de 1972-73 et 1983-84, on a constaté une quasi-disparition de l'arachide.

L'essor de l'exode a été la seconde stratégie paysanne. Ce phénomène qui n'existait pratiquement pas dans la zone a subitement connu un fort développement au point de toucher 70 à 100% des villages de tous les cantons du département.

La diminution de l'élevage a été la troisième réponse paysanne avec certes, un déstockage massif, mais surtout, des départs vers le sud, notamment au Nigeria. Cette situation a eu comme conséquences, entre autres, la baisse de l'activité secondaire de l'élevage, le recul de la culture attelée, la régression de certaines formes partielles d'association agriculture-élevage et enfin, une accentuation des inégalités sociales.

Enfin, on retiendra que dans cet ancien bassin arachidier où la vulgarisation date des années 1950, l'utilisation massive des engrais a été la troisième réponse paysanne.

Dans la zone sub-aride densément peuplée

Il s'agit de la zone de Tahoua située aux portes du désert et soumise à un double flux migratoire dont résulte sa forte densité. D'un côté, elle est soumise à la remontée vers le nord par les populations du sud à la recherche de terres cultivables et de l'autre, elle est sous l'influence de la descente des populations pastorales sinistrées à la quête de terres cultivables. Dans cette zone où la sécheresse avait déjà un caractère endémique, l'émigration des hommes en saison sèche, a été la principale réponse paysanne. Elle touche pratiquement toute la population masculine, à l'exception des personnes âgées et des plus jeunes. En réponse à l'agriculture pluviale très extensive et aléatoire, le développement d'une agriculture oasisienne dans les zones basses où la nappe phréatique est proche a été l'autre réponse paysanne à la sécheresse.

3.2.2 Principales stratégies des ménages non agricoles

Durant cette période où la production céréalière des paysans n'est plus autosuffisante, l'OPVN a été le principal recours des ménages non agricoles basés essentiellement dans les centres urbains et les zones désertiques. Ce recours se traduit de deux façons, soit par le biais des distributions gratuites d'aide alimentaire, soit par le biais des achats pour lesquels l'Office disposait d'un magasin dans chacun des 33 arrondissements que compte le pays.

Les achats se faisaient notamment par le biais du stock de stabilisation qui devait permettre à l'Office d'intervenir sur le marché afin de combattre la fluctuation des prix à la consommation. Ce stock est normalement constitué pendant la récolte qui intervient entre octobre et décembre, puis revendu pendant la soudure, c'est-à-dire, entre juin et août. C'est à ce moment-là que les fluctuations de prix sont les plus importantes et il revient à l'Office de les combattre. Il convient également de mentionner qu'une partie du stock de stabilisation provenait de la rotation triennale du stock de réserve. Cette rotation stipule que le stock de réserve, conçu comme un stock national minimum tenu par l'Etat à tout moment pour pallier aux imprévus, doit être renouvelé au tiers tous les ans. Mis en place à partir de 1975, grâce au financement de la République Fédérale d'Allemagne, ce stock devrait permettre, en cas de calamité, l'approvisionnement du pays durant un mois, en attendant l'arrivée des aides extérieures. Il a été initialement estimé à 200 000 tonnes avant d'être ramené à 100 000 tonnes. D'après Hirsch et Jafrezic (1984) sur la période de 1977/78 à 1983/84, le stock de réserve a été de 33 000 tonnes en moyenne par an contre 54 000 tonnes pour celui de la stabilisation.

Tableau 2 : Evolution des stocks de réserve et de stabilisation de 77/78 à 83/84 (milliers de tonnes)

Campagnes agricoles	Stock de réserve	Stock de stabilisation	Total
1977/78	4,8	45	49,8
1978/79	31,4	50,8	82,2
1979/80	33,6	47,1	80,7
1980/81	11,9	11,9	23,8
1981/82	42,2	58,4	100,6
1982/83	45,1	121,5	166,6
1983/84	60	45	105
Moyenne	32,71	54,24	86,96

Source : Hirsch et Jafrezic, 1984.

En plus de ces stratégies d'approvisionnement, le retour à la terre a été prôné par le gouvernement. A la faveur de l'application du Décret n°76 141/PCMS/MDR du 12/08/76 qui a déclassé 68 000 ha de la réserve de Tamou, plusieurs fonctionnaires de la ville de Niamey se sont vus attribuer des champs (Niger, 1999).

3.3 Depuis le désengagement de l'Etat

Depuis le désengagement de l'Etat, la situation socioéconomique n'a fait que se dégrader au Niger et dès 1989/90, on estimait que 63% de la population nigérienne étaient des pauvres dont 34% en situation d'extrême pauvreté (Niger, 1997). Ces chiffres ne se sont guère améliorés jusqu'en 1997 où avec un Indice de Pauvreté Humaine (IPH) de 64%, le Niger se plaçait au dernier rang des nations. Avec les difficultés économiques du pays, la situation⁹ s'est dégradée davantage et en 1998,

⁹ Outre la baisse du pouvoir d'achat consécutif à la dévaluation, on a assisté en 1997, à une baisse des salaires de 10% à 30% selon les catégories. Malgré cette réduction, l'Etat n'arrive pas à payer régulièrement les fonctionnaires. D'avril (date de la prise du pouvoir par les militaires) à

l'IPH est passé à 64,31%, avec un minimum de 30,06% à Niamey et un maximum de 64,83% à Dosso (Niger, 1998). Face à cette situation, de nouvelles stratégies sont apparues aux côtés de celles adoptées au moment fort de la sécheresse.

3.3.1 Au niveau des producteurs

Au niveau des producteurs, plusieurs comportements nouveaux ont été observés, en réponse à la fois à l'accroissement de la demande alimentaire du fait de la croissance démographique, à la hausse des prix et surtout à la récurrence des aléas climatiques (Hamadou, 1997a).

Rétention des céréales face à l'instabilité climatique et à la diminution du disponible alimentaire

Au niveau de céréales traditionnelles, malgré l'augmentation de la production et la hausse des prix à la collecte qui atteint 58% dans la zone de Zinder et 89% dans celle de Maradi, les producteurs ont adopté dans leur majorité, une stratégie de contraction de l'offre (Hamadou, 1999).

D'une part, il y a la croissance démographique qui a augmenté les besoins à l'échelle des ménages. D'autre part, la production est devenue beaucoup plus fluctuante avec une alternance de bonnes et de mauvaises campagnes agricoles depuis 1984/85. Les excédents des bonnes années sont immédiatement épuisés la campagne d'après, ce qui n'a pas facilité la reconstitution des stocks paysans.

Les enquêtes effectuées dans les quatre villages échantillon montrent par exemple que seules 2,5% des exploitations ont commercialisé du mil en 1998 dans des proportions de 18,75% de la production totale. Pour les autres céréales, le sorgho n'a pas du tout fait l'objet de commercialisation. Dans le cas du maïs, les ventes constatées ont porté essentiellement sur les épis frais, part que les paysans ne comptabilisent pas dans la production finale.

En ce qui concerne les sous-produits, tiges de céréales et fanes de légumineuses, les mêmes enquêtes révèlent la réticence des producteurs à les commercialiser sauf dans des cas extrêmes tels que l'absence totale de revenus et de bétail à déstocker pour les dépenses relatives aux soins de santé des membres de la famille, le mariage ou les autres cérémonies.

Ces déterminants montrent que la commercialisation des céréales n'intervient que dans des cas ultimes où, le producteur-consommateur de céréales n'a rien d'autre à échanger. Cette conjoncture traduit malheureusement la situation dans laquelle se trouvent les producteurs depuis le début des années 80 où, sous l'effet des aléas climatiques, la fluctuation de la production céréalière s'est accrue avec comme conséquence, la réduction de son taux de croissance annuel (2,73%) par rapport à celui de la population (3,3%). Cette situation est à l'origine des comportements des paysans qui se traduisent par :

septembre 99, ces derniers totalisent quatre mois d'arriérés. Ces impayés s'ajoutent à ceux des précédents gouvernements.

- La priorité accordée à la vente des cultures non vivrières (arachide, niébé, souchet, oignon, etc.) ;
- La recherche de l'autosuffisance alimentaire dans les zones non favorables aux cultures de rente et ou de contre saison ;
- Le recours massif à l'exode qui est devenue une véritable activité génératrice de revenus (AGR) ;
- L'accroissement des transactions portant sur le foncier ;
- Et enfin, la remontée des cultures vers le nord en plus de l'occupation des couloirs de passage qui entraîne chaque année de sanglants conflits entre agriculteurs et éleveurs.

Diversification des cultures en vue de parer à la baisse des revenus tirés de la commercialisation des céréales

Depuis le début des années 80, on assiste à la poursuite de l'accroissement des superficies emblavées en cultures de rente. Parmi ces cultures, on peut citer le niébé qui est le plus souvent cultivé en association avec le mil. De ce fait, il a bénéficié d'une importante augmentation des superficies de l'ordre de 5,97% par an. En 1997/98 par exemple, les superficies du niébé étaient estimées à plus de 3, millions d'hectares contre 4,5 millions d'hectares pour le mil.

Outre le niébé, on a également assisté au fort développement des superficies du voandzou (*Voandzeia subterranea*), de plus en plus exporté au Nigeria. Dans le département de Zinder par exemple, les superficies emblavées sont passées de moins de 1 000 ha entre 1981 et 1998 à plus de 5 000 ha en 1994/95. Il en est de même pour le souchet dans le département de Maradi dont les superficies sont passées de moins de 1 000 ha à plus de 13 000 ha au cours de la même période (Cf. Profil 11). Enfin, on peut citer l'arachide qui, après avoir connu une régression dans la deuxième moitié des années 70 revient peu à peu dans les systèmes de production.

3.3.2 Au niveau des consommateurs

Substitution du maïs au mil et au riz

Sous l'effet du commerce avec le Nigeria, la décennie 90 fut marquée au Niger par un accroissement des importations de maïs (plus de 75% des importations totales de céréales). Certes les importations de maïs étaient favorisées par la dépréciation du Naira, mais c'est surtout l'effet de la concurrence entre les opérateurs locaux et ceux du Nigeria qui permettra aux consommateurs de bénéficier d'un prix relativement bas pour le maïs après la dévaluation du FCFA en janvier 1994 (Hamadou, 1997b).

En effet, au lendemain de la dévaluation les prix de tous les produits ont accusé une hausse assez importante (41,6% pour l'indice général des prix, 44,7% pour le riz et 20,1% pour le mil) sauf dans le cas du maïs où la hausse a été relativement contenue (11,4%), du fait notamment de la dépréciation du Naira, la monnaie du Nigeria, pays à partir duquel ce produit est importé (Hamadou, 1999). Face à cette situation, la consommation de maïs a plus que doublé à Niamey passant, d'après les résultats de l'enquête sur le budget et la consommation des ménages (Niger, MFP, 1993) de 33,4 kg/tête/an en 1989-90 à 68 kg en 1995. Cette importante augmentation s'est faite au détriment du riz et du mil dont les quantités consommées ont baissé respectivement de 50% et 5% (Hamadou, 1997a). Cependant, la situation particulière de la ville de Niamey

ne doit pas faire oublier le cas des populations les plus pauvres dont 86% résident en milieu rural (Niger, MFP, 1993).

Stratégies d'adaptation face à l'accroissement de la pauvreté

Face à l'accroissement de la pauvreté¹⁰ et à la généralisation de la hausse des prix des céréales à partir de 1996, on a assisté au développement de stratégies de vie et de survie de la part des consommateurs.

Dans les grandes villes comme Niamey, selon les résultats de l'enquête réalisée en juillet 98 (Ancey et Siddo, 1999), il ressort :

- Un accroissement de la pratique de substitution des aliments à travers l'augmentation de la consommation de la farine de manioc dont les tonnages importés sont passés de 9 200 tonnes en 1996 à plus de 17 500 tonnes en 1997 et 1998 (Hamadou, 1999) ;
- Une réduction du nombre de repas ;
- Un recours à des achats de plus en plus sélectifs et de faible quantité.

En milieu rural, les études sur l'évaluation de la sécurité des conditions de vie¹¹ réalisées entre 1997 et 1998 par la représentation au Niger de l'Organisation Non Gouvernementale CARE International (Co-operation for Assistance and Relief Everywhere), révèlent les principales stratégies ci-après (CARE, 1998a/b).

- Vente des animaux chez 20,23 à 42,17 % des ménages enquêtés ;
- Petit commerce chez 17,93 à 33,83% des ménages ;
- Exode chez 20,53 à 24,43% des ménages ;
- Salarariat agricole chez 7,76 à 23,4% des ménages ;
- Consommation de plantes sauvages chez 3, 4 à 16,9% des ménages.

4 IMPACT DES OPTIONS DE DEVELOPPEMENT SUR L'INVESTISSEMENT PAYSAN

Dans cette section, il s'agit d'examiner, à partir des villages échantillon, l'impact des mesures gouvernementales afin d'identifier celles qui ont contribué à la diversification des revenus des ménages et à l'investissement productif. Avant d'examiner les impacts il semble important de s'appesantir sur la conception de la notion d'investissement.

¹⁰ D'après le profil de pauvreté élaboré par la Direction de la Statistique et des Comptes Nationaux (Niger, 1997 : 45), le seuil de pauvreté en milieu urbain est de 75 000 FCFA/an contre 50 000 FCFA /an en milieu rural. Les seuils d'extrême pauvreté sont fixés aux 2/3 environ de chacun des deux précédents seuils, soit respectivement 50 000 FCFA/an et 35 000 FCFA/an.

¹¹ Ces études menées ont été effectuées par l'ONG américaine CARE - International dans les départements de Zinder, Maradi, Tahoua, Diffa et Tillabéry. Celle relative au département d'Agadez a démarré le 17 septembre 1999.

Dans le cadre de cette étude, la notion est prise au sens large conforme à la théorie de Esther Boserup, c'est-à-dire, incluant des catégories souvent négligées dans les travaux classiques. Selon le conseil de Drylands Research, cinq catégories d'investissement sont retenues:

- La première catégorie renferme les investissements créés par le ménage ou par une main d'œuvre commune. Cette catégorie inclut les bordures de parcelles et enclos, la plantation et la protection d'arbres, la préparation de fumier et de compost, l'épandage des matières organiques sur les terres, le billonnage et toutes les autres pratiques de micro conservation des terres.
- Dans la seconde, on retrouve les investissements associant le facteur travail à des biens et services achetés, notamment, les structures de stockage, les étables et poulaillers, les habitations et autres formes de capital domestique (murs en pierre ou terrasses, structures de drainage, etc.). Cette catégorie comprend par ailleurs la substitution de la main d'œuvre salariée à la main d'œuvre familiale.
- La troisième catégorie porte sur les investissements à faible coût portant sur les semences améliorées, les outils fabriqués par un forgeron local, notamment, les harnais, les jougs pour les animaux de trait, les pièces en bois d'une charrue, les clôtures, les toits de greniers à céréales, etc.
- Quant à la quatrième, elle concerne les investissements en bétail, gros et petits ruminants comprenant les animaux de reproduction, de trait, de bât et d'embouche, la volaille, tout cela incluant les animaux élevés par les femmes et les enfants.
- Enfin, il y a les investissements hors exploitation et sociaux portant sur les dépenses d'éducation et autres activités économiques.
- Après ce rappel il convient d'examiner l'impact des mesures gouvernementales sur le niveau d'investissement dans les exploitations agricoles de la région de Maradi.

4.1 Durant la période interventionniste

4.1.1 Phase de modernisation de l'économie

Durant cette phase, nous avons vu que l'essentiel des actions gouvernementales s'est focalisé sur la culture de l'arachide à travers trois principales mesures : la création d'organismes publics (UNCC, SONARA et CNCA), la baisse des prix à la production tout en accroissant la pression fiscale et enfin, la vulgarisation de variétés améliorées. A la faveur de ces différentes mesures, la production de l'arachide connaîtra un essor remarquable pour plusieurs raisons, et à la faveur de l'intervention de ces organismes, plusieurs changements perceptibles s'opèrent dans le secteur rural.

En premier lieu, il y a l'organisation des paysans en coopératives grâce à l'intervention de l'UNCC en amont des filières de production des cultures de rente. Dans le cadre de la coordination des actions des sociétés rurales, l'UNCC va mettre en place dès 1962, un système de mobilisation des masses, basé sur une bonne articulation de la coopération et de l'animation. D'après Pehaut, (1970) l'unité de base de ce système est le village « animé » qui est en même temps, le Groupement Mutualiste Villageois (GMV). En amont du GMV, se trouvent les Regroupements de Villages Animés (RVA) qui correspondent à une section coopérative de cinq à dix villages, ayant chacune une fonction commerciale. D'après Grégoire (1986) malgré de multiples difficultés de gestion, la généralisation de ce système fera de l'UNCC dès 1964/65, le principal acheteur au Niger. C'est à travers ces coopératives que seront fournis aux paysans les

intrants et les services d'encadrement. Ces efforts de développement de la culture de l'arachide font passer la production nationale de 150 000 tonnes en 1960 à 300 000 tonnes en 1967. Pour le département de Maradi par exemple, la production d'arachide passe de 72 000 tonnes en 1964 à 139 000 tonnes en 1967. Ce remarquable accroissement de la production provient certes des conditions climatiques qui sont restées favorables, mais surtout, de l'amélioration des rendements qui passent de 468 Kg/ha en 1960 à 837 Kg/ha en 1967. Durant la même période, les données du Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage (MAGEL) montrent que les rendements du mil sont passés de seulement 424 Kg/ha en 1960 à 536 Kg/ha en 1967 (Niger, MDR, 1974).

En second lieu, il y a la vulgarisation de nouvelles variétés d'arachide. Plus productives que les semences locales, elles étaient également à cycle court. D'après Grégoire (1986) leur adoption par les paysans aurait permis d'étendre la culture vers les zones méridionales moins fertiles et moins arrosées du département.

Troisièmement, comme mentionné à la section 3.1, on retiendra la pression fiscale doublée de la baisse des prix qui engendrera l'accroissement des superficies.

L'effet combiné de ces différentes actions fera alors passer la production du seul département de Maradi de 71 000 tonnes en 1964 à 136 000 tonnes en 1967. Cette situation va conférer à l'arachide et ses dérivés, huile et tourteaux, un rôle moteur de l'économie nigérienne. Mas et Naudet (1982) font remarquer que celui-ci se traduit par un effet d'entraînement sur les autres secteurs de l'économie, notamment, les huileries, le transport et les bâtiments. La contribution de l'arachide atteint son sommet en 1966/67 où d'après (Niger, DSD, 1991) la SONARA réalise un chiffre d'affaires record de 9,7 milliards de francs de Communauté Financière Africaine (FCFA) alors que le budget de l'Etat s'établit à 9,3 milliards de FCFA (tableau A7).

Durant cette phase de modernisation de l'économie, on retiendra donc que les actions gouvernementales ont visé essentiellement l'accroissement des recettes publiques grâce à une pression fiscale exercée sur le monde rural qui n'avait d'autre recours que de chercher à augmenter la production à travers l'extension des superficies. Entre 1960 et 1970, aucun des ménages enquêtés n'a investi ni dans les équipements agricoles, ni dans les biens ménagers (tableau 10). On peut donc dire qu'au lieu de favoriser l'investissement productif, la politique gouvernementale a conduit au défrichement accéléré, situation que ne sera pas sans conséquence sur l'environnement.

4.1.2 Phase d'autosuffisance alimentaire

Durant cette phase, l'adoption de la stratégie d'autosuffisance alimentaire amènera l'Etat à initier plusieurs actions, tant en amont qu'en aval des productions.

En amont des productions

En amont des productions, les actions ont visé le développement des productions des cultures sèches (mil, sorgho, coton, niébé etc.) et irriguées (riz, blé, coton, oignon, etc.). Elles ont porté sur les projets régionaux et locaux, mais également, les AHA. Dans cette perspective, presque toutes les régions du pays vont bénéficier de projet de productivité et là où les conditions écologiques le permettaient, on a assisté à la réalisation de périmètres irrigués.

L'option fondamentale des projets et aménagements était l'intensification des cultures et la modernisation de l'agriculture par l'emploi d'intrants agricoles (semences sélectionnées, engrais, pesticides, matériel de culture attelée, etc.) et l'encadrement intensif des paysans. Pour ce faire, plusieurs filières seront mises en place, dans le domaine notamment des semences, engrais et matériel agricole tandis que des actions de formation seront menées en direction du monde rural.

Au niveau de la filière semences, les actions se concrétisent d'abord par la création, en 1975, de l'Institut National de la Recherche Agronomique du Niger (INRAN) avec pour mission principale la conception et l'exécution de programmes de recherches agronomiques dans tous les secteurs de développement rural. Puis, le pays se dote du PCN dont l'objectif du volet multiplication était de couvrir à hauteur de 3% les besoins nationaux en semences améliorées. Cet objectif devait être atteint grâce à la création d'infrastructures, au rang desquelles : deux Fermes Semencières de Base (FSB), une de 60 ha pour les cultures sèches et une autre de 35 ha pour le riz et cinq Centres de Multiplication des Semences (CMS) à vocation départementale, de 60 ha chacun.

Au milieu des années 80, cette filière écoulait tous les ans, environ 2 000 tonnes de semences améliorées. Ce tonnage se composait d'environ 1400 tonnes de mil, 190 tonnes de niébé, 9 tonnes de sorgho et 475 tonnes d'arachide (Hamadou et Moussa, 2000).

Tableau 3 : Engrais livrés par le PDRM dans sa zone d'intervention (tonnes)

Arrondissements	1983				1984			
	P. super simple	15-15-15	Urée	Total	P. super simple	15-15-15	Urée	Total
Aguié	137,4	0	65,2	202,6	240	0	30	270
G. Roumji	140,6	0	143	283,6	435	0	106	541
Madarounfa	90,5	16	58,1	164,6	275	41	73	389
Tessaoua	108,2	0	19,6	127,8	121	0	46	167
Dakoro	9,5	0	2,5	12	0	0	0	0
Mayahi	21,2	0	1,8	23	10	0	10	20
Total	507,4	16	290,2	813,6	1081	41	265	1387

Source : Niger, DDP (1985).

Au niveau de la filière engrais, un vaste programme d'importation (annexe, tableau A8) doublé d'un système de distribution basé sur l'implication des projets de productivité avait été mis en place. D'après Ancy *et al.* (1987b) ces derniers livraient les engrais à crédit pour toutes les exploitations situées dans leur zone d'intervention et au comptant pour toutes celles résidant à l'extérieur. C'est le cas par exemple du PDRM qui aurait placé plus de 800 tonnes en 1983 et près de 1400 tonnes en 1984 (Niger, SDP, 1985).

D'après les données du Ministère de l'Agriculture, les actions de l'Etat ont fait par exemple passer la consommation des engrais de seulement 175 tonnes d'unités fertilisantes en 1970/71 à plus de 3 000 tonnes en 1983/84 (annexe, tableau A8) avec

des prix subventionnés qui plafonnaient à 50 000 FCFA la tonne d'urée, 45 000 FCFA celle de NPK (15-15-15) et 35 000 FCFA la tonne de phosphate super simple.

Nous avons vu que les efforts d'importation feront alors passer la consommation officielle d'engrais de moins de 175 tonnes d'unités fertilisantes en 1970 à plus de 3 000 tonnes en 1983/84. Toutefois, ces statistiques officielles sous-estiment la réalité. En effet, une enquête réalisée en 1983 par le PDRM a montré que la consommation d'engrais en provenance du Nigeria représentait environ trois fois les quantités diffusées par les voies officielles (Ancey *et al.*, 1987b).

Du côté du matériel agricole, un ambitieux programme avait été mis en place dans le cadre des Perspectives décennales 1965-1974. Il visait la livraison de 200 000 attelages pour le milieu des années 70. Pour cela, il y a eu la création d'ateliers de fabrication dans toutes les régions du pays : C DARMA (Centre de Matériel Agricole) à Dosso, ACREMA (Atelier de Confection et de Réparation du Matériel Agricole) à Tahoua, Société Nigérienne de Fabrication de Matériel Agricole (SONIFAM) à Niamey et Unité de Confection de Matériel Agricole (UCOMA) à Zinder. Ce matériel dont le prix était également subventionné était placé dans les villages selon deux voies : les paysans formés aux techniques modernes de production et les demandes de prêt adressées à la CNCA. En effet, jusqu'en 1983, les données du MAGEL montrent le prix de cession n'était que de 12 665 FCFA pour la houe asine, 28 240 FCFA pour le semoir monorang, 87 500 FCFA pour la charrette bovine et 73 200 FCFA pour la charrette asine.

En ce qui concerne l'équipement des paysans formés dans le cadre du PDRM, leur nombre a augmenté au fil des ans. Entre 1977 et 1980 par exemple, il est passé de 104 en 1977 à 298 en 1980.

Tableau 4 : Evolution de nombre de paysans formés et équipés par le PDRM, 1977-1980

Arrondissements	1977		1978		1979		1980	
	Formés	Equipés	Formés	Equipés	Formés	Equipés	Formés	Equipés
Madarounfa	128	104	130	93	143	130	142	142
Aguié	0	0	60	60	60	59	59	59
Tessaoua	0	0	100	92	100	97	97	97
G. Roumji	0	0	0	0	0	0	99	0
Total	128	104	290	245	303	286	396	298

Source : Wagé, S. (1981: 24).

Du côté des demandes de prêt, les attributaires ont également vu leur nombre augmenter, même si l'examen des dossiers est devenu de plus en plus sélectif du fait notamment de l'accroissement des impayés. C'est ainsi que dans le seul cadre du PDRM, le nombre de bénéficiaires de bœufs de trait atteint 1013 personnes en 1983 contre 1008 pour les charrettes bovines (Tableau 5).

Tableau 5 : Livraison d'animaux de trait et de matériel par le PDRM, 1982-1983

Années	1982	1983	1984
Paire de bœufs	453	1013	449
Bâtis de base	971	1009	463
Canadien 3-5 dents	993	1018	460
Jeux de lames souleveuses	971	994	340
Semoirs	659	525	247
Buttoirs	26	26	0
Houes asines	63	59	103
Charrues	0	0	0
Charrettes bovines	994	1008	451
Charrettes asines	179	175	115
Rayonneurs	244	249	41
Jougs	591	674	185
Bricoles	0	9	5
Anes	55	44	92

Source : Niger, SDP, 1985.

Au niveau des actions de formation, elles se dérouleront dans les Centres de Formation des Jeunes Agriculteurs (CFJA), mais également, les Centres de Promotion Rurale (CPR). Elles concerneront à la fois les agriculteurs, mais également les forgerons. Pour les agriculteurs formés par le PDRM, leur nombre est passé de 128 en 1977 à près de 400 en 1980 (tableau 4). Du côté des forgerons, le nombre passe de 15 en 1975 à 73 en 1980 (tableau 6).

Tableau 6 : Evolution du nombre de forgerons formés et équipés par le PDRM, 1977-1980

Arrondissements	1977		1978		1979		1980	
	Formés	Equipés	Formés	Equipés	Formés	Equipés	Formés	Equipés
Madarounfa	15	12	13	11	2	2	30	25
Aguié	0	0	6	6	6	6	12	12
Tessaoua	0	0	9	8	8	6	17	14
G. Roumji	0	0	0	0	14	11	14	11
Total	15	12	28	25	30	25	73	62

Source : Wagé, S. (1981 : 25).

En aval des productions

En aval des productions, il s'agit essentiellement de la politique de prix et de commercialisation qui a été renforcée car, contrairement à la précédente période, elle englobe à la fois les productions de rente mais également les céréales.

L'évolution des prix montre que contrairement à la période de modernisation de l'économie, on a assisté à une augmentation des prix aux producteurs. Pour les céréales, ces derniers vont passer de 25 FCFA pour le kg de mil en 1975 à 80 FCFA en 1980 contre 20 à 70 FCFA pour le sorgho. Du côté des cultures de rente, le niébé voit son prix passer de 40 FCFA/kg en 1975 à 85 FCFA en 1983. Pour l'arachide, le prix de la coque passe de 40 à 90 FCFA contre 55 à 100 FCFA. Enfin le coton voit ses prix passer de 47 à 120 FCFA pour le premier choix et de 40 à 110 FCFA pour le second choix.

Tableau 7 : Evolution des prix officiels des productions céréalières et de rente au Niger (FCFA/kg)

Années	Mil	Sorgho	Paddy	Niébé	Arachide		Coton	
					<i>Coque</i>	<i>graine</i>	<i>1er choix</i>	<i>2ème choix</i>
1975	25	20	35	40	40	55	47	40
1976	25	20	39	40	40	55	47	40
1977	30	25	39	30	40	55	47	40
1978	40	35	45	30	45	69	55	47
1979	40	40	45	45	50	75	62	55
1980	50	50	55	45	35	75	62	55
1981	70	60	70	45	50	75	62	56
1982	80	70	85	55	50	85	80	72
1983	80	70	85	85	90	100	120	110

Source : Données MAGEL.

La révision annuelle des prix à la hausse renforcent le poids de l'OPVN qui voit ses parts de marché osciller autour de 20% avec, en moyenne, près de 87 000 tonnes de céréales achetées entre 1977 et 1983.

Le soutien des prix concernera également les engrais et le matériel agricole (tableau 8) pour lequel le taux d'intérêt est de 10,5% pour un prêt d'un an, 15,75% pour un prêt de deux ans, 21% pour un prêt de trois ans et 26,25% pour un prêt de quatre ans (Niger, MP, 1987).

A la faveur de ces différentes interventions, les productions agricoles connaîtront entre 1970 et 1983, un bond qualitatif qui fera passer par exemple, les productions du Département de Maradi de 128 000 tonnes à 265 695 tonnes pour le mil (soit une augmentation annuelle de 5,78%), 55 000 tonnes à 85 325 tonnes pour le sorgho (soit une augmentation annuelle de 3,44%) et de 14 000 tonnes à 73 169 tonnes pour le niébé (soit une augmentation annuelle de 13,57%). Seule l'arachide voit sa production chuter en passant de 112 000 tonnes en 1970 à seulement 29 665 tonnes en 1983, soit une baisse annuelle de 9,71%.

Tableau 8 : Evolution du prix de cession des intrants agricoles, 1980-1986

Matériel agricole (FCFA)							
Années	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Bâti de base	4 000	6 000	6 300	8 455	11 000	11 000	18 135
Charrue 10	4 000	6 000	6 715	9 015	11 700	11 700	19 335
Charrue 8	0	6 000	6 715	9 015	11 700	11 700	19 335
Canadien 5 dents	4 000	6 000	9 180	12 320	16 000	16 000	26 418
Canadien 3 dents	3 000	4 500	5 635	7 565	9 800	9 800	16 228
Butteur	2 500	3 750	3 750	5 150	6 150	6 620	10 667
Jeux lames souleveuses	2 500	3 750	3 750	4 840	6 620	6 150	9 946
Houes asines	8 000	12 000	12 665	12 665	14 000	14 000	20 662
Semoir monorang	12 000	27 200	28 240	30 750	38 500	38 500	67 034
Charrettes bovines	65 000	77 500	87 500	87 500	89 500	87 500	94 733
Charrettes asines	45 000	65 400	73 200	73 200	76 800	73 200	80 007
Engrais (FCFA/tonne)							
Urée	35 000	50 000	50 000	50 000	60 000	60 000	65 000
NPK (15-15-15)	30 000	45 000	45 000	45 000	52 000	60 000	65 000
Sup. phosphate Simple	20 000	35 000	35 000	4 000	45 000	45 000	50 000
Sup. phosphate Triple	-	-	-	-	70 000	70 000	75 000
Phosphate Tahoua	28 000	28 000	28 000	28 000	-	35 000	35 000
NPK (14-23-12)	-	-	-	-	-	60 000	65 000

Source : Niger, SDP, 1985.

Tableau 9 : Taux d'augmentation du prix au producteur des productions en 1980 par rapport à 1970

Années	Mil	Sorgho	Niébé	Arachide Coque	Coton	
					1er choix	2ème choix
1970	10	10	12	21	29	20
1980	35	35	45	35	62	56
Taux (%)	250	250	275	67	114	180

Source : D'après données MAGEL.

Comme on le voit, l'impact des mesures gouvernementales a été positif sur l'ensemble des productions agricoles, à l'exception de l'arachide, délaissée par les paysans pour quatre raisons essentielles (Ancy *et al.*, 1987a.). La première réside dans sa faible résistance à la sécheresse. La seconde tient au fait que les prix n'ont pas été très incitatifs en comparaison avec les autres productions. En effet, les prix du mil et du sorgho augmenteront de l'ordre 250% passant de 10 FCFA en 1960 à 35 FCFA en 1970. Durant la même période, celui de l'arachide augmentera de 67% contre 275%

pour celui du niébé. Troisièmement, elle a été substituée par le niébé qui non seulement était une plante améliorante, mais semblait bénéficier d'un marché prometteur. Enfin, il y a eu la forte augmentation du prix du mil qui est désormais considéré comme une véritable culture commerciale (Grégoire, 1986).

Tableau 10 : Principaux postes d'investissement des ménages dont l'exploitation date d'avant 1970 et entre 1970 et 1983

Postes	Durée de l'exploitation	Dan Kullu	Sharken Hausa	Magami	Jiratawa
<i>Type d'habitat</i>	Avant 1970	Paillote (30,0%)	Paillote (100,0%) Banco (40,0%)	Paillote (20,0%)	Banco (50,0%)
	Entre 1970 et 1983	Paillote (40,0%)	Banco (40,0%)	Paillote (60,0%) Banco (30,0%)	Banco (50,0%)
<i>Stratégies de production</i>	Avant 1970	Utilisation résidus cultures (80,0%) Traitement semences (100,0%) Prières communautaires (100,0%) Mobilisation de la MOS (100,0%) Mise en cult. de plusieurs champs (100,0%)	Régénération arbres dans les champs (45,0%)	Régénération arbres dans les champs (83,3%) Utilisation résidus cultures (100,0%) utilisation du fumier (100,0%)	Régénération arbres dans les champs (50,0%) Utilisation de la fumure organique et minérale (60,0%)
	Entre 1970 et 1983	Utilisation résidus cultures (30,0%) Traitement semences (100,0%) Mise en cult. de plusieurs champs (100,0%)	Régénération arbres dans les champs (20,0%)	Régénération arbres dans les champs (30,0%) Utilisation résidus cultures (100,0%) utilisation du fumier (30,0%)	Régénération arbres dans les champs (50,0%) Utilisation de la fumure organique et minérale (10,0%)
<i>Mode d'acquisition des terres</i>	Avant 1970	Héritage (100,0%) Don (10,0%)	Héritage (50,0%)	Héritage (10,0%)	Héritage (50,0%) Achat (40,0%) Défrichage (100,0%)
	Entre 1970 et 1983	Héritage (50,0%) Achat (100,0%)	Héritage (30,0%)	Héritage (30,0%) Prêt (100,0%) Don (10,0%) Bovins (50,0%)	Héritage (50,0%) Achat (60,0%)
<i>Animaux détenus</i>	Avant 1970	Bovins (16,7%) Ovins (30,0%)	Bovins (40,0%) Ovins (100,0%)	Bovins (50,0%)	
	Entre 1970 et 1983	Bovins (30,0%) Ovins (30,0%)	Bovins (30,0%)	Bovins (40,0%) Ovins (100,0%)	Bovins (50,0%) Ovins (100,0%)
<i>Niveau d'instruction</i>	Avant 1970	Aucune (100,0%)	Aucune (50,0%) Coranique (50,0%)	Aucune (100,0%)	Aucune (30,0%) Coranique (60,0%) Primaire complet (10,0%)
	Entre 1970 et 1983	Coranique (70,0%)	Coranique (50,0%) Alphabétisation (50,0%)	Aucune (100,0%)	Aucune (60,0%) Coranique (40,0%) Alphabétisation (10,0%)

Source : Enquêtes villageoises, septembre 1999.

Avec ces importantes augmentations de production et de la part commercialisée, les revenus paysans ont connu une nette amélioration, ce qui leur a permis de réaliser des investissements dans l'habitat, la conservation du sol, la main d'œuvre, la terre, les animaux, la formation etc. (tableau 10).

4.2 Depuis le désengagement de l'Etat

Depuis le milieu des années 80 où l'économie du Niger est sous ajustement, il y a eu d'importantes réformes. Cependant, il n'en demeure pas moins que la situation socioéconomique du pays continue d'être préoccupante comme en témoignent les principales contraintes qui assaillent encore le secteur agricole. D'après Niger (1999), ces contraintes sont de plusieurs ordres:

- Climatique et écologique avec la poursuite de la baisse de la pluviométrie ;
- Liées aux ressources humaines avec : un taux d'accroissement naturel élevé (3,3%), 63% de pauvres, 34% de très pauvres, un faible niveau d'instruction des populations (taux d'alphabétisation de 27% contre 14% à Maradi avec 21% pour les hommes et 2% pour les femmes), persistance des problèmes alimentaires et nutritionnels ;
- Economique et financier avec d'une part, un faible niveau d'investissement public (7,7% entre 1980 et 1993) et d'autre part, une méfiance du secteur bancaire qui ne lui octroie que 5% des crédits d'économie ;
- Institutionnel avec entre autres, l'instabilité et la multiplicité des institutions chargées de promouvoir l'agriculture, mais également, la faiblesse des organisations et infrastructures rurales de base.

Durant cette période où les conditions climatiques deviennent de nouveau instables, la croissance démographique s'est renforcée en accentuant la pression foncière. Dans le département de Maradi par exemple, d'après les données de la Direction de la Statistique et de la Démographie (DSD), la densité de population est passée de 22,7 habitants au km² en 1977 à 33,1 en 1988 tandis que les projections la font passer à 47,10 pour 1998 (Niger, DSD, 1991). Quant aux données du MAGEL, elles font apparaître une tendance à la saturation foncière avec un taux d'occupation des terres agricoles de 12,1% en 1972/73 à 53,1% en 1993/94 (tableau 11).

Tableau 11 : Occupation des terres agricoles (1000 ha) en 1972/73 et 1994/95

Départements à vocation agricole	Territoire agricole utile	Campagne 1972/73		Campagne 1994/95	
		Superficies	Pourcentage	Superficies	Pourcentage
Diffa	2 465	16	0,73	70	2,8
Dosso	3 100	402	13	881	28,4
Maradi	3 502	424	12,1	1 858	53,1
Tahoua	3 618	380	10,5	1 120	31
Tillabéry + Niamey	8 730	1 021	12	1 063	12,2
Zinder	5 585	434	7,8	1 958	35,1
Total	27 000	2 677	9,9	6 950	25,7

Source: Nos calculs à partir des données MAGEL.

Ces différentes contraintes vont engendrer de profonds changements dans les systèmes de production. C'est ainsi qu'on assistera à une diversification des productions avec l'apparition de nouveaux produits comme le souchet tandis que le rang de première place n'est plus l'apanage des seules céréales (tableau 12).

Tableau 12 : Cultures pratiquées par ordre d'importance déclarée par les producteurs

Village	1 ^{ière} place	2 ^{ième}	3 ^{ième}	4 ^{ième}	5 ^{ième}	6 ^{ième}	7 ^{ième}
Dan Kullu	Mil Sorgho Arachide	Sorgho Niébé Oseille	Niébé	Arachide Oseille	-	-	-
Sharken Hausa	Mil Niébé Arachide	Sorgho Niébé Arachide Souchet Mil	Niébé Arachide Oseille	Arachide Sorgho Niébé	Oseille	-	-
Magami	Mil Sorgho Niébé Arachide Souchet Sésame	Sorgho Niébé Arachide Souchet Sésame	Niébé Arachide Sorgho Oseille	Maïs Arachide Souchet Oseille Sésame	Sésame Arachide Niébé Souchet Mil	Oseille	Sésame
Jiratawa	Mil Sorgho Maïs Arachide Coton	Sorgho Niébé Arachide Maïs Piment Légumes	Niébé Arachide Sorgho Coton Maïs Piment Légumes	Légumes Coton Piment Sorgho	Piment Maïs	-	-

Source : Enquêtes villageoises, septembre 1999 [études menées par HAMADOU, S.]

Cette diversification des productions se double d'une transformation de l'élevage qui est perçu comme une véritable Activité Génératrice de Revenu (AGR). Les enquêtes montrent en effet, que la forme extensive qui dominait jadis ne se pratique plus que par 25,8% des ménages enquêtés contre 53% pour la semi-intensive et 14,4% pour la forme intensive.

Durant cette période où le FCFA sera dévalué de 50% en janvier 1994, tous les produits agricoles verront leur prix augmenter, ce qui accroîtra les revenus des ménages et favorisera l'investissement paysan tant dans les équipements agricoles que dans l'acquisition de biens de prestige social immédiat comme, les poste radios, lits en métal, matelas mousse, bicyclette, motos, machine à coudre, etc. (tableau 13 et 14).

Tableau 13 : Investissements des ménages enquêtés en équipements agricoles en fonction de l'année d'acquisition

a. Dan Kullu et Sharken Hausa

	N° exploitation	Bœufs de trait	Charrette bovine	Charrue	Houe	Hilaire	Râteaux	Dabas	Haches	Semoir
Dan Kullu	11	-	-	1996	1999	1988	1998	-	-	-
	12	-	-	-	1999	1999	1994	1999	1990	-
	13	1998	1984	-	1992	1999	1992			-
	14	-	-	-	1999	1999	1993	1985	1984	-
	15	-	-	-	1999	1999	1998	-	-	-
	16	-	-	-	1999	1999		-	-	-
	17	1999	1996	-	1999	1999	1996	1999	1994	
	18	-	-	-	1995	1999	-	-	-	-
	19	-	-	-	1996	1999	1993	1998	-	-
	110	1998	-	-	1999	1999		1997	1989	
Sharken Hausa	21	1997	1984	1984	1994	1997	1992	1994	1992	-
	22	1998	1998	-	1999	1999	1999	1999	1998	-
	23	1996	1996	-	1998	1999		1997		1999
	24	1995	1979		1999	1999	1994	1998	1994	1998
	25	1997	1997	-	1996	1999	1998	1998	1985	1998
	26	-	-	-	1999	1999	1998	-	-	-
	27	-	-	-	1999	1999	1998	1996	-	-
	28	-	-	-	1999	1999	-	1999	-	-
	29	1996	1998	-	1994	1991	-	-	1999	-
	210	-	-	-	1999	1999	-	1997	-	-

Source : Enquêtes villageoises, septembre 1999.

b. Magami et Jiratawa

	N° exploitation	Bœufs de trait	Charrette bovine	Charrue	Houe	Hilaire	Râteaux	Dabas	Haches	Semoir
Magami	31	1993	1994	1994	1999	1998	1999	1999		1999
	33	1999	1997	-	1997	1998	-	1997	-	-
	34	-	-	-	1996	1994	-	1996	-	-
	35	-	-	-	1994	1997	1998	1994	-	-
	36	-	1998		1998	1997	1999	1998	-	-
	37	1996	1994	1994	1998	1999	1992		-	-
	38				1997	1998		1996	-	-
	39	1995	1998	1993	1998	1998	1996	1992	-	-
	310	1999			1998	1996	1994		1998	1994
Jiratawa	41	1998	1982	1985	1996	-	1996	1999	1980	-
	42	-	1989	1989	1997	-	1979	1979	1998	-
	43	-	-	-	1999	-	1996	1995		-
	44	1998	1996	1989	1999	-	1998	1998	1998	-
	45	-	-	1979	1998	-	1979	1998	1984	-
	46	1998	1981	1984	1997	-	1994	1989	-	-
	47	-	-		1996	-	1995	1998	1998	-
	48	1997	1974	1986	1998	-	1998	1999	1991	1979
	49	-	-	-	1995	-	1995	1997	-	-
	410	1997	1981	-	1990	-	1996	1995	-	-

Source : Enquêtes villageoises, septembre 1999.

Tableau 14 : Investissement des ménages enquêtés en biens de prestige social immédiat en fonction de l'année d'acquisition

a. Dan Kullu et Sharken Hausa

	Numéro de l'exploitation	Lit en métal	Matelas mousse	Poste radio	Bicyclette	Seau en métal	Seau en plastic	Chaise en métal	Machine à coudre	Voiture Peugeot 404 " bâché "	Moto Yamaha 50	Lampe à pétrole	Grandes tasses en métal
Dan Kullu	11	-	-	1994	1996	1999	-	-	-	-	-	-	-
	12	1989 et 97	1993	1999	-	1998	1999	-	1999	-	-	-	-
	13			1997	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	17	1998	1998	1997	-	1994	1997	-	-	-	-	1994	-
	18	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1998	-
	19	1990	1994	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1996
	110	-	-	1999	-	-	-	-	-	-	-	-	-
S. Hausa	21	1972	1998	-	-	-	-	1984	-	-	-	-	-
	22	1998	1998		-	-	-	-	-	-	-	-	-
	23	1998	1998	1998	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	24	1998	1998	1997	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	25	1989	1989	1979	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	26	1998	1998	-	-	1998	1996	-	-	-	-	1995	-
	27	1995	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	28	1998	1998	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	29	1989	1989	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	210	1995	1995	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Source : Enquêtes villageoises, septembre 1999.

b. Magami et Jiratawa

	Numéro de l'exploitation	Lit en métal	Matelas mousse	Poste radio	Bicyclette	Seau en métal	Seau en plastic	Chaise en métal	Machine à coudre	Voiture Peugeot 404 "bâché"	Moto Yamaha 50	Lampe à pétrole	Grandes tasses en métal	
Magami	31	1998	1998	1995	-	1997	1997	-	-	-	-	-	-	
	33	1998	1998	-	-	1998	-	-	-	-	-	-	-	
	34	1996	1996	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	35	1994	1994	1999	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	37	1998	-	1997	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	38	-	-	-	-	-	1998	-	-	-	-	-	-	-
	39	1998	1998	1989	-	-	-	-	1982	-	-	-	-	
Jiratawa	310	1998	1998	-	-	1990	-	-	-	-	-	-	-	
	41	1998	1998	1999	-	1998	-	1980	-	-	1998	-	-	
	42	1998	1998	1997, 91 et 98	1984	-	-	-	-	-	-	-	-	
	43	-	-	1994	1998	-	-	-	-	-	-	-	-	
	44	1998	1998	1999	1998 et 99	1998	-	-	-	-	-	-	-	
	45	1989	-	1999	1998	-	-	-	-	-	-	-	-	
	46	1998	1998	1998	1998	1997	-	-	-	-	1996	-	-	
	47	1998	1998	1992	-	-	-	1996	-	-	1989	-	-	
	48	1998	1998	1998	1998	1998	-	1998	1998	-	1987	1998	-	
	49	1998	1998	1997	-	-	-	-	1994	-	-	-	-	
410	1998	1998	1995	1993	1998	-	-	-	-	-	-	-		

Source : Enquêtes villageoises, septembre 1999.

CONCLUSION GENERALE

Au terme de cette étude, au plan macroéconomique, on retiendra que l'évolution de la politique agricole du Niger fait apparaître trois principales périodes.

La première couvre la première décennie d'indépendance, c'est-à-dire, de 1960 à 1970. Au cours de cette période où les conditions climatiques étaient favorables, la politique gouvernementale a visé la modernisation de l'économie sur la base des recettes d'exportation de l'arachide qui était la principale production de rente du pays.

La seconde qui va de 1970 à 1983 se caractérise par une dégradation des conditions climatiques dans un contexte de forte croissance démographique et d'urbanisation. L'approvisionnement vivrier des populations était devenu la priorité nationale pour laquelle l'Etat opte pour une politique d'autosuffisance alimentaire. Cette politique volontariste n'épargnera d'ailleurs aucun secteur grâce notamment, aux recettes tirées de l'exportation de l'uranium.

Enfin, la troisième période démarre en 1984 et elle se caractérise par le désengagement de l'Etat après l'adoption du PAS.

Au plan microéconomique, l'analyse a permis de voir que la sécheresse et les différentes options de politique ont considérablement influencé le comportement des ménages.

Ainsi, durant la phase de modernisation où l'Etat va accroître la pression fiscale tout en réduisant les prix de l'arachide, il est apparu une forte extension des superficies en vue d'accroître les surplus commercialisables.

Durant la phase d'autosuffisance alimentaire, la croissance démographique et la politique de prix (soutien des prix des céréales et subvention du matériel et des intrants agricoles) vont engendrer des transformations radicales dans les systèmes de production avec un fort accroissement des productions céréalières et une substitution de l'arachide par le niébé. Les ménages qui verront leurs revenus augmenter vont investir tant dans la main d'œuvre que les équipements agricoles, le bétail, la terre et même l'éducation.

Enfin, au cours de la troisième phase, la poursuite de la pression démographique et la libéralisation de l'économie vont amener les exploitants à poursuivre les investissements, en particulier dans les équipements agricoles et l'acquisition de biens de prestige social immédiat.

ANNEXE

Tableau A1 : Informations générales sur les 4 villages échantillon

Villages	Dan Kullu	Sharken Hausa	Magami	Jiratawa
Arrondissement (densité en 1988)	Mayahi (34,92)	Mayahi (34,92 hab. / km ²)	Aguié (61,19)	Madarounfa (55,00)
Canton (densité en 1988)	Mayahi (37,42)	Mayahi (37,42)	Aguié (51,44)	Jiratawa (54,54)
Ethnies en présence	Hausa Peuhl Kanouri	Hausa Touareg Kanouri	Hausa Peuhl Touareg	Hausa Touareg
Population du village	2200	4500	2000	7000
Type d'habitat	Groupé	Groupé	Groupé	Groupé
Type de construction	Paillote Case à toit en paille Banco Semi-dur	Paillote Case à toit en paille Banco Semi-dur	Paillote Banco Semi-dur	Paillote Banco Semi-dur Dur
Nombre d'infrastructures (année de construction)	1 Route latéritique (1990) 1 Ecole (1962) 1 Centre de santé (1999) 1 Centre d'alphabétisation (1995) 1 Service d'élevage (1981) 2 Puits cimentés (1972) 3 Moulins (1998) 1 Magasin coopératif (1984)	1 route latéritique (1975) 1 Ecole (1950) 1 Centre de santé (1994) 1 Centre d'alphabétisation (1995) 3 Puits cimentés (1964) 1 Magasin coopératif (1982) 1 Forage (1992) 1 Fontaine (1997)	1 Route latéritique (1984) 1 Ecole (1979) 1 Centre de santé (1979) 1 Centre d'alphabétisation (1996) 1 Pharmacie (1989) 2 Puits cimentés (1974) 1 Marché (1849) 4 Moulins (1984)	1 Route latéritique (1982) 1 Ecole (1959) 1 Centre de santé (1997) 1 Nigelec (1998) 1 Sonibrique (1975) 1 Pharmacie (1992) 1 Banque d'intrants (1983) 1 Marché (1849) Périmètre irrigué (1981) 2 Magasin coopératif (1983) 4 Moulins (1997)
Intervention de projet ou institution (année)	UNCC (1976) BIT (1990) CARE/BRK (1990)	UNICEF (1993) INSO (1994) FENU (1997) UNICEF (1999) UNDP (1999)	UNICEF (1988)	FAO (1995) ADF (1996) INRAN (1996) UNICEF (1999) UNDO (1999)

Source : Enquêtes villageoises, septembre 1999.

Tableau A2 : Evolution des investissements publics en francs courants : 1967-1990

Année	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990
Agriculture	685	685	685	685	840	840	877	877	877	6003	11127	11127	6421	6421	6421	6422	6422	6422	10249	14077	14078	14078	14078	14078
Elevage	140	141	141	141	56	56	265	266	266	2897	5530	5530	460	461	461	461	461	461	1696	2934	2935	2935	2935	2935
Forêts et faune	15	15	16	16	87	87	69	70	70	207	344	344	198	199	199	199	199	1216	2236	2237	2237	2237	2237	2237
Mines	109	110	110	110	7	8	160	160	160	419	678	678	233	233	233	233	233	385	533	533	533	533	533	533
Industries	36	36	36	37	1954	1955	110	110	110	123	135	136	1079	1079	1079	1080	1080	1080	989	899	900	900	900	900
Energie	21	21	21	22	128	128	80	81	81	698	1317	1317	4821	4822	4822	4822	4822	4822	3057	1292	1292	1292	1292	1293
Développement territorial	38	38	38	38	4	5	148	148	148	190	229	229	42	42	42	42	42	42	904	1768	1769	1769	1769	1769
Education et formation	1106	1106	1106	1107	500	501	864	865	865	1480	2098	2098	8843	8843	8843	8843	8844	5542	2238	2238	2238	2238	2238	2238
Santé	448	448	448	448	1038	311	312	312	281	253	253	2535	2535	2535	2535	2535	2535	2366	2194	2194	2194	2194	2194	2195
Hydraulique	546	546	546	547	1285	1285	859	860	860	1544	2227	2227	2010	2010	2011	2011	2011	2011	5569	9129	9130	9130	9130	9130
Urbanisme assainissement et habitat	59	59	59	59	28	28	378	379	379	827	1277	1277	165	166	166	166	166	166	1148	2129	2129	2129	2129	2129
Promotion humaine	174	175	175	175	36	37	17	18	18	288	561	561	1356	1356	1356	1356	1356	1356	718	82	82	82	82	82
Routes et ponts	2503	2503	2503	2503	3285	3286	3893	3894	3894	8916	13938	13938	9372	9372	9372	9372	9372	9372	10996	12620	12620	12620	12620	12620
Postes et télécommunication	145	145	145	145	68	69	293	292	292	1216	2140	2140	2275	2276	2276	2276	2276	2276	1649	1022	1022	1022	1023	1023
Etudes et recherches	614	615	615	615	459	460	62	62	62	255	448	448	112	112	112	112	112	112	293	477	477	477	477	477
Infrastructures administratives	100	100	100	100	146	147	129	129	129	924	1721	1721	2743	2743	2744	2744	2744	2744	4403	6062	6062	6062	6063	6063
Total	6739	6743	6744	6748	9921	9203	8516	8523	8492	26240	44023	46306	42665	42670	42672	42674	42675	40373	48872	59693	59698	59698	59700	59702

Source : Direction du Financement des Investissement, in Niger, MP, 1987 : 216).

Tableau A3 : Chronogramme des réformes du marché céréalier (mil et sorgho)

Années	Principales réformes	Mesures d'accompagnement
1984	<ul style="list-style-type: none"> • Suppression du monopole de commercialisation de l'OPVN. • Suppression des licences d'importation • L'OPVN ne conserve que la gestion d'un stock de sécurité de 80 000 tonnes maximum. 	<ul style="list-style-type: none"> • Réduction du nombre de centres OPVN de 82 à 24, réduction de 25% des effectifs et des frais de stockage. Réduction du parc automobile.
Décret du 24 octobre 1984	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place d'une procédure d'appel d'offre destinée aux coopératives et commerçants agréés ou non pour le renouvellement annuel du tiers du stock de sécurité OPVN. 	<ul style="list-style-type: none"> • 20% de l'approvisionnement de l'OPVN reste ouverts aux achats directs auprès des producteurs
Campagne 84/85	<ul style="list-style-type: none"> • Système transitoire de barème de prix pour les achats aux enchères de l'OPVN. 	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place en mai 1985 d'un système de collecte de données sur les prix, la production et les stocks sur divers marchés.
1985	<ul style="list-style-type: none"> • Libéralisation complète des prix 	<ul style="list-style-type: none"> • 1987/88, réservation à l'UNCC de 20% de l'approvisionnement de l'OPVN. Les 80% restant sont ouverts au commerce privé (toujours sur appel d'offre). • Mise en place du Système d'Information sur le Marché (SIM) en décembre 1989.

Source : D'après Niger (1991a : 13).

Tableau A4 : Evolution du prix de l'arachide décortiquée : 1949-1983 (FCFA/kg)

Campagne	Prix	Campagne	Prix
1949-50	16,5	1971-72	23
1950-51	14,5	1972-73	28
1955-56	22	1974-75	45
1956-57	21	1975-76	55
1960-61	24	1977-78	69 puis 78
1964-65	21	1981-82	85
1966-67	20	1982-83	100
1968-69	18	1983-84	100
1970-71	21		

Source : Grégoire, (1986 : 92)

Tableau A5 : Evolution des recettes fiscales du budget de l'Etat (millions de FCFA)

Années	Impôts directs	Taxes indirectes	Droits de douanes	Enregistrement	Taxes diverses	Total
1960	1533	2230	103	70	31	3967
1961	1243	2410	214	91	42	4000
1962	1621	2450	111	67	30	4283
1963	2035	555	2343	101	73	5107
1964	2337	555	3064	135	110	6201
1965	2550	651	2997	309	81	6588
1966	2883	971	3842	232	40	7968
1967	2923	1008	3731	177	48	7887
1968	3582	1236	3758	217	40	8833
1969	3134	1344	3575	289	19	8361
1970	3835	1675	4155	297	63	10045
1971	3742	1833	4172	319	49	10175
1972	3918	2136	4405	375	27	10861
1973	3499	2258	4879	588	19	11243
1974	3444	2638	4913	545	72	11612
1975	5171	3193	6603	675	7	15649
1976	7537	4417	9477	1628	17	23076
1977	9344	6528	11654	2784	16	3326
1978	11493	9178	15270	2841	23	38805
1979	15998	12304	19199	3567	22	51090
1980	17540	16153	27509	4033	26	65261
1981	14985	16409	28800	3940	18	64152
1982	13223	17554	31992	2648	26	65443
1983	14138	19300	26024	2608	27	62097
1984	12710	19275	25829	2809	147	60770
1985	15088	17671	25052	3015	59	60885
1986	15960	14230	27779	2776	84	60829
1987	14237	12669	24575	4560	45	56286
1988	17183	11610	21975	3092	122	53982
1989	14052	11643	23508	3253	92	52548

Source : D'après données de la Direction du Budget et de la Comptabilité - Ministère des Finances.

Tableau A6 : Evolution des superficies (milliers d'ha) et productions (milliers de tonnes) des principales productions agricoles du Niger, 1953-1998

Campagnes	Mil		Sorgho		Arachide		Niébé	
	Sup.	Prod.	Sup.	Prod.	Sup.	Prod.	Sup.	Prod.
<i>Agricoles</i>	Sup.	Prod.	Sup.	Prod.	Sup.	Prod.	Sup.	Prod.
1953/54	989	216	385	183	142	76	80	4
1954/55	988	372	399	267	142	73	114	15
1955/56	989	480	389	307	195	140	129	17
1956/57	1211	485	570	364	260	13	343	24
1957/58	1455	620	534	300	304	193	351	4
1958/59	1505	621	432	260	324	168	341	55
1959/60	1595	673	458	273	313	105	338	50
1960/61	1692	718	440	222	321	150	375	46
1961/62	1640	776	453	275	349	151	427	50
1962/63	1840	934	463	320	323	205	475	74
1963/64	1887	971	485	352	319	220	484	63
1964/65	1777	1013	453	315	293	184	893	66
1965/66	1810	790	465	267	341	276	432	48
1966/67	1743	842	546	277	339	288	608	67
1967/68	1865	1000	530	342	357	298	689	77
1968/69	1895	733	596	215	432	252	745	74
1969/70	2271	1095	595	289	320	207	968	83
1970/71	2310	871	593	230	358	204	980	84
1971/72	2355	959	579	267	394	257	996	72
1972/73	2195	919	567	208	419	260	832	144
1973/74	2007	627	448	126	364	77	919	92
1974/75	2230	883	548	219	256	129	839	133
1975/76	1693	581	791	254	320	42	837	219
1976/77	2527	1019	616	287	164	79	726	216
1977/78	2729	1130	733	342	174	82	952	207
1978/79	2727	1123	796	371	210	97	944	272
1979/80	2923	1255	717	351	145	89	1105	304
1980/81	3072	1363	768	368	190	226	1198	269
1981/82	3038	1314	982	322	209	102	1200	275,5
1982/83	3084	1293	1134	359	190	87	1609	282
1983/84	3137	1298	1107	355	168	76	1513	271
1984/85	3030	771	1098	237	143	31	1562	195
1985/86	3169	1450	1142	329	30	8	1579	115
1986/87	3240	1383	1109	360	118	55	1402	293
1987/88	3017	997	1342	366	158	40	1933	208
1988/89	3526	1766	1470	560	78	13	2200	302
1989/90	3566	1360	1587	422	57	24	2209	320
1990/91	4606	1110	2337	281	63	16	2662	215
1991/92	4385	1844	2070	463	103	38	2866	332
1992/93	4988	1787	2530	384	175	57	3898	402
1993/94	3860	1425	2239	290	85	20	3357	163
1994/95	4934	1972	2016	397	151	67	2966	382
1995/96	5229	1769	1934	266	269	111	3439	184
1996/97	5021	1761	2115	408	416	196	3044	295
1997/98	4504	1352	1883	290	233	88	3296	193

Source : D'après données MAGEL.

Tableau A7 : Recettes d'exportations d'arachides comparées avec le budget de l'Etat, 1960-1975

Années	Quantités (Milliers de tonnes)	Recettes (Milliards de FCFA)	Budget de l'Etat (Milliards FCFA)
1960	57,6	1,8	5,3
1961	76,7	-	-
1962	80,8	-	-
1963	91,6	-	-
1964	114,2	-	-
1965	106,2	4,5	6,4
1966	156,1		7,8
1967	191,3	9,7	9,3
1968	182,7	-	9,6
1969	163,7	-	9,95
1970	164,9	6	10,8
1971	130,1	4,6	10,9
1972	145,2	6,1	-
1973	109,6	3,3	13,1
1974	25,6	1,3	14,2
1975	90,2	0,9	16,6

Source : Ministère des Finances et du Plan.

Tableau A8 : Evolution de la consommation officielle d'unités fertilisantes, 1966/67-1984/85 (tonnes)

Année	N	P ₂ O ₅	K ₂ O	Total
1966/67	120	82	36	238
1967/68	159	90	46	295
1968/69	151	77	27	255
1969/70	207	85	54	346
1970/71	72	74	29	175
1971/72	133	82	37	252
1972/73	212	115	76	403
1973/74	220	100	70	390
1974/75	80	63	14	157
1975/76	287	290	54	631
1976/77	558	529	65	1152
1977/78	963	990	129	2082
1978/79	745	865	71	1681
1979/80	764	892	148	1804
1980/81	808	1020	122	1950
1981/82	1522	1796	213	3531
1982/83	1186	1644	106	2936
1983/84	1547	1362	320	3230
1984/85	2101	1381	374	3855

Source : MAGEL, Niger, MP, 1987 : 33.

NB : N = 45% d'urée + 15% 15-15-15
P = 15% 15-15-15 + 20% SSP + 46% STP

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ANCEY, G., EGG, J., GRIFFON, M., PESDAY, M., YUNG, J.M. et LABROUSSE, R. (1987a) *Etude du secteur agricole du Niger : bilan - diagnostic (Phase 1)*. Ministère du Plan/SEDES, Paris.
- ANCEY, G., GRIFFON, M., MOGENET, L. et SARNIGUET, J. (1987b) *Etude du secteur agricole du Niger : les politiques (Phase 2)*. Ministère du Plan/SEDES, Paris.
- ANCEY, V. et SIDDO, M. (1999) « La hausse des prix des céréales au Niger : consommation et approvisionnement des ménages à Niamey », *SAH/D*, 99 : 491. OCDE/Club du Sahel, Paris.
- BERG, E. et ALEXANDER, W. (1986) *La réforme de la politique céréalière dans le Sahel : le Niger*. OCDE/CILSS/Club du Sahel, Paris.
- BLASSEL, F. (1987) « Dossier : le Niger », *Afrique Industrie*, 368 1/5/87 : 29-41.
- CARE INTERNATIONAL (1998a) *Evaluation de la sécurité des conditions de vie (HCLS) dans le département de Tahoua*. Université d'Arizona/CARE Niger, Niamey.
- CARE INTERNATIONAL (1998b) *Evaluation de la sécurité des conditions de vie (HCLS) dans le département de Zinder*. Université d'Arizona/CARE Niger, Niamey.
- GIRI, J. (1983) *Le Sahel demain : catastrophe ou renaissance ?* Karthala, Paris.
- GREGOIRE, E. (1986) *Les alhazai de Maradi (Niger) : Histoire de riches marchands sahélien*. Editions de l'ORSTOM, Paris.
- HAMADOU, S. (1997a) *Evolution des marchés céréaliers dans les pays du Sahel : diagnostic et mise en perspective historique. Cas du Niger*. Club du Sahel/OCDE, Paris.
- HAMADOU, S. (1997b) *Libéralisation du marché et approvisionnement vivrier des populations : les réseaux marchands et le système de commercialisation des céréales au Niger*. ENSM, Montpellier.
- HAMADOU, S. (1999) « La hausse des prix des céréales au Niger : Constat et analyse des principaux déterminants », *SAH/D*, 99 : 492. Club du Sahel/OCDE, Paris.
- HAMADOU, S. et MOUSSA, O. (2000) *Diagnostic de la filière semences au Niger*. INASH/INRAN, Niamey.
- HIRSCH, R. et JAFFREZIC, Y. (1984) *Rapport d'une mission d'évaluation du secteur céréalier et de l'OPVN*. Office des Produits Vivriers du Niger, Niamey.
- MAS, D. et NAUDET, D. (1992) *Réflexion sur l'économie nigérienne : bilan, problématique et enjeux*. Ministère des Finances et du Plan, Niamey.
- MOROU, A. (1981) *Etude de l'équilibre vivrier et de sa problématique au Niger : une perspective à long terme*. Katibougou, Mali.
- PEHAUT, Y. (1970) *L'arachide au Niger*. Institut d'Etudes Politiques de Bordeaux/Centre d'Etude d'Afrique Noire, Bordeaux.
- PROULXY, L. et DUPONT, G. (1983) *La sécurité et la stabilité des approvisionnements céréaliers au Niger*. Office des Produits Vivriers du Niger, Niamey.
- RAYNAUT, C. (1980) *Recherches multi-disciplinaires sur la région de Maradi : rapport de synthèse*. Université de Bordeaux II, Bordeaux.
- NIGER, MDR (1974) « Bilan de l'agriculture nigérienne après la sécheresse ». Ministère du Développement Rural, Niamey.

- NIGER (1976) *Le programme triennal 1976 -1978*. Gouvernement de la République du Niger, Niamey.
- NIGER, SDP (1985) « Situation socio-économique du département (année 1984) avec un bilan d'exécution de la première année du programme intérimaire de consolidation ». Service Départemental du Plan, Maradi.
- NIGER, MAGAL (1987) « Eléments de politique de développement de l'agriculture au Niger : analyse diagnostique du secteur agricole ». Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage/Direction des Etudes et de la Programmation, Niamey.
- NIGER, MP (1987b) « Plan de développement économique et social du Niger 1987-1991 ». Ministère du Plan, Niamey.
- NIGER, DSD (1991) *Annuaire statistique : séries longues*. Direction de la statistique et de la démographie, Ministère du Plan, Niamey.
- NIGER, DAEP (1991) *Les réformes du marché céréalier, mesures de libéralisation et évolution des filières céréalières*. Direction de l'analyse économique et de la prévision, Ministère du Plan, Niamey.
- NIGER, MP (1992) *Principes directeurs d'une politique de développement rural pour le Niger*. Ministère du Plan, Sous-comité développement rural, Niamey.
- NIGER, MFP (1993) « Séminaire national sur l'alimentation et l'état nutritionnel de la population urbaine de Niamey : d'après les résultats de l'enquête sur le budget et la consommation des ménages 1989-1990 ». Ministère des Finances et du Plan/PNUD/PADEM/NER, Niamey.
- NIGER, (1997) *Premier rapport national sur le développement humain, Niger, 1997*. Système des Nations Unies : Développement humain/PNUD, Niamey.
- NIGER (1998) *Rapport national sur le développement humain, Niger, 1997*. Système des Nations Unies : Développement humain/PNUD, Niamey.
- NIGER (1999) *Monographie sous-régionale de l'arrondissement de Say*. Commission foncière, Arrondissement de Say, Niger.
- SURET-CANALE, J. (1966) *Afrique noire occidentale et centrale : Géographie, Civilisation, Histoire*. Editions sociales, Paris.
- TIFFEN, M., MORTIMORE, M. et GICHUKI, F. (1994) *More people, less erosion : environmental recovery in Kenya*. John Wiley, Chichester, Royaume Uni.
- WAGE, S. (1981) *Rôle et impact des parcelles de démonstration au niveau d'un district agricole de la zone d'intervention du projet Maradi*. Université de Niamey : Ecole Supérieure d'Agronomie et d'Elevage, Niamey.